

novembre 1996 • n° 407 •

**INPRECOR**  
• PRÉF. : 35 FF / 7 FS / 150 FB •

**Kurdistan-Irak :**  
Entretien avec le PC irakien

**Brésil :**  
Bonne surprise pour le PT

**Maroc :**  
Coup de plumeau sur la monarchie

**Les élections américaines :**  
Où est l'enjeu ?





# SOMMAIRE

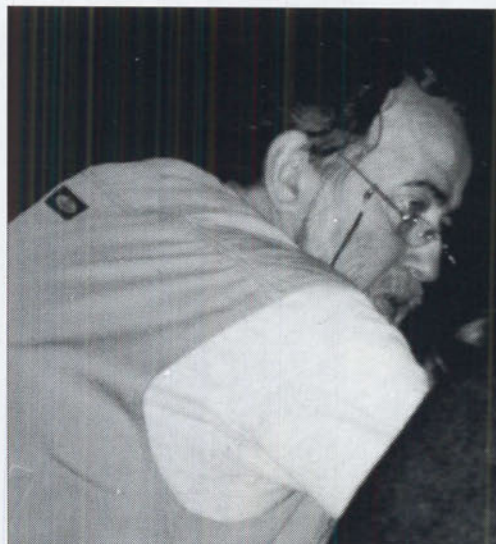
## *Dossier: Les élections aux Etats-Unis*

**La tromperie de Clinton** 3  
*Diane Feeley*

**Ralph Nader l'autre candidat** 7  
*Marie Pontet*

**Pour une nouvelle politique** 7  
*Kim Moody*

**La crise de la direction afro-américaine** 12  
*Malik Miah*



**LES NÔTRES** 13  
*Michel Mill*  
*Gauche socialiste*

**MAROC** 14  
*Coup de plumeau sur la monarchie*  
*Entretien avec Abdel Baki Youssi et Mnebhi Aziz*

**POLYNESIE** 17  
*Paysage syndical*  
*Entretien avec Roland Oldham*

**BOSNIE-HERZEGOVINE** 20  
*Incertains lendemains électoraux*  
*Catherine Samary*

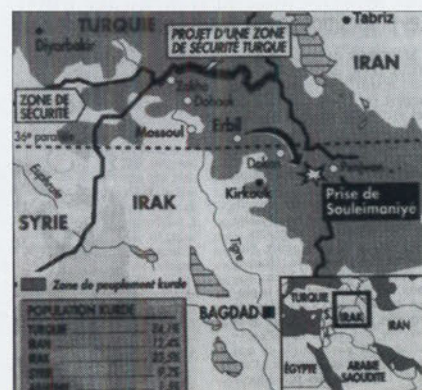
**AMERIQUE LATINE** 22  
*Les exclus d'un continent*  
*Ernesto Herrera*

**BRESIL** 26  
*Bonne surprise pour le PT*  
*Entretien avec João Machado*

**KURDISTAN-IRAK** 29  
*La guerre fratricide*  
*Entretien avec Raïd Fahmi*

**LIVRES DU MOIS** 35

**NICARAGUA** 26  
*Amère désillusion*  
*Pierre Sylvain*





# DOSSIER: LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

## La tromperie de Clinton



*Les élections américaines de 1996 sont encore plus ennuyeuses que d'habitude. Les sondages donnent jusqu'à 20 points d'avance à Clinton. Bien sûr l'homme qui est presque certain d'être réélu n'a pas tenu ses promesses électorales d'il y a quatre ans. Au lieu de cela il a assuré le passage de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) malgré le sentiment majoritaire d'opposition à ce traité, et il a taillé dans les dépenses publiques — sauf le budget militaire.*

*Par Diane Feeley \**  
Octobre 1996

LES DEUX LOIS LES plus progressistes que Clinton a fait passer au Congrès ont été le Medical and Family Leave Act, qui permet aux salariés de prendre de courtes vacances non rémunérées, pour la naissance d'enfants ou d'autres événements familiaux, et une hausse du salaire minimum.

Ce dernier a été augmenté de 4,25 \$ (niveau où il stagnait depuis 5 ans) à 4,60 \$ seulement, puis à 5,15 l'année suivante. Cela ne permet même pas à un célibataire de survivre.

Aucune des lois antisyndicales de l'ère Reagan-Bush n'a été révoquée durant le premier mandat Clinton — pas même celle autorisant le remplacement des grévistes.

Clinton a presque battu des records d'anti-syndicalisme quand il était gouverneur de l'État d'Arkansas (un état anti-syndicat et pour le « droit au travail »). Pourtant l'AFL-CIO l'a soutenu en 1992. Puis il a utilisé tous les moyens à sa disposition pour obtenir la ratification de l'ALENA. A l'époque, les leaders syndicaux proclamaient qu'ils ne soutiendraient jamais plus

un homme politique qui aurait appuyé l'ALENA. Pourtant la triste vérité est que les 70 « présidents internationaux » qui dirigent l'AFL-CIO ont soutenu Clinton plus tôt qu'aucun des candidats par le passé — avec une seule abstention, celle du président des Teamsters, le syndicat des camionneurs, Ron Carey. Alors qu'il y avait plus de délégués syndicalistes que jamais à la Convention démocrate de 1996, le Parti n'a même pas fait semblant d'élaborer une plate-forme en faveur du monde du travail.

Sauf sur l'avortement, le candidat républicain Dole a du mal à se distinguer de Clinton. L'une des pires critiques des Républicains à Clinton, c'est en fait qu'il leur a volé leur programme. Que ce soit sur la criminalité, la protection sociale ou la réduc-

\* L'auteur est éditrice de *Against the Current*, et membre du Comité Politique du groupe socialiste révolutionnaire *Solidarity*, qui soutient la campagne présidentielle de Nader comme une « occasion importante de promouvoir l'idée d'une alternative anti-patronale et pro-ouvrière aux politiques capitalistes dans l'élection de 1996 ».





tion du déficit, Clinton a adopté la plateforme républicaine. Les terrains d'accord entre Clinton et Dole incluent les points suivants :

- ▀ l'assistance fédérale aux femmes pauvres et à leurs enfants ne doit plus être une garantie — ce qui liquide un programme vieux de 70 ans, qui représentait seulement 1 % du budget fédéral et pas plus de 3 % de celui des États. La loi limite les droits des femmes et de leurs enfants à des prestations pendant une période de deux ans maximum, avec une limite de 5 ans durant leur vie ;

- ▀ il faut réduire les programmes *Medicaid* et *Medicare* (qui offrent une assurance maladie aux pauvres, aux infirmes et aux personnes âgées) ;

- ▀ le marché est reconnu comme le seul moyen de réformer l'assurance maladie ;

- ▀ le nombre de policiers à la frontière mexicaine doit être doublé et il faut construire des murs pour réduire le nombre d'immigrants clandestins ;

- ▀ les immigrants légaux, y compris les dizaines de milliers qui ont vécu aux USA depuis des décennies, doivent devenir des citoyens de seconde zone, exclus de toute protection sociale ;

- ▀ le budget annuel de l'assurance privée (167 milliards \$) doit être préservé et le budget militaire (déjà plus de 250 milliards) doit être augmenté ;

- ▀ la peine de mort doit devenir plus fréquente et les prisons doivent continuer à se remplir d'usagers de drogues douces, et des victimes des lois « 3 fois c'est fini pour toi » (selon laquelle un double récidiviste est condamné à la prison à vie) ;

- ▀ les libertés civiles doivent être sacrifiées pour « combattre le terrorisme ». Une législation récente prévoit l'exclusion de non-citoyens suspectés de terrorisme sur la base d'éléments non débattus publiquement ;

- ▀ le libre-échange doit passer avant les intérêts des travailleurs ;

- ▀ il faut retirer aux lesbiennes et aux gays le droit au mariage légalement reconnu, le droit du conjoint à la protection sociale et à la retraite, le droit à l'immigration, le droit de visite...

- ▀ il faut éliminer la Clause Delaney, une réglementation qui date de 40 ans et interdit les carcinogènes de la nourriture industrielle, au profit d'une loi qui autorise des équipes de scientifiques travaillant pour l'industrie alimentaire à établir des « normes d'évaluation des risques » permettant un taux annuel « acceptable » de morts du cancer ;

- ▀ la loi de protection des espèces en danger est trop rigide et les industriels du bois et de l'extraction minière ont le « droit d'extraire » dans les forêts publiques à des prix subventionnés ;

- ▀ le système actuel de règles électorales iniques et de financement privé des campagnes fonctionne très bien ;

- ▀ en politique étrangère Clinton et Dole sont exactement sur la même longueur d'onde ; ils soutiennent des lois comme celle de Helms-Burton, qui essaie de pénaliser tout gouvernement qui aurait des rapports commerciaux avec Cuba.

### L'INTRONISATION DE CLINTON

Il y a quatre ans, a été conduite en fanfare. Il était le premier Démocrate après douze ans de domination de l'aile droite du Parti républicain. Bien qu'il appartienne clairement à l'aile droite démocrate, Clinton avait le look d'un nouveau Roosevelt. En particulier il proclamait vouloir créer des emplois en reconstruisant les infrastructures du pays, un système universel d'assurance-maladie — et il était le premier Président à pouvoir dire le mot « homosexuel » sans une moue dégoûtée.

C'était le « candidat » Clinton. Clinton « le président » a remplacé toute idée de stimuler l'économie par l'intervention publique, en raison de son obsession de la réduction du déficit. Empruntant au Parti républicain, Clinton a multiplié les discours décrivant l'incompétence et le gaspillage du gouvernement. Les programmes sociaux

avaient été drastiquement réduits sous Reagan et Bush, ils le furent encore davantage par Clinton. Tout gibier était bon à chasser, sauf le budget militaire. Depuis le début, l'agenda de Clinton a été, à tous les instants, dominé par les priorités des riches et des puissants.

Aux premiers jours de son administration Clinton s'est opposé à la politique des militaires de licencier les soldats qui assumaient une préférence homosexuelle. Mais presque immédiatement il s'est incliné devant les critiques de la droite, passant à une politique du « pas vu, pas pris ». A l'époque ses conseillers essayaient de convaincre le mouvement gay qu'il devait se satisfaire de ce progrès. Récemment Clinton a signé la très réactionnaire loi de défense du mariage, qui autorise les États à interdire la reconnaissance des mariages entre personnes du même sexe.

**LA MOLLESSE DE CLINTON** ne se limite pas aux questions homosexuelles. Six semaines après avoir assumé la présidence, Clinton a mis en place une équipe de travail pour étudier la création d'un système de santé universel et économique en ressources. Cependant le seul plan qui aurait pu marcher — avec un seul financeur, comme il en existe depuis longtemps au Canada ou en Europe — a été d'emblée rejeté car il impliquait un affrontement avec l'industrie de la santé privée.

Etant donné que c'est le financement privé qui alimente les campagnes électorales américaines, Clinton a promulgué l'ALENA mais pas l'assurance maladie universelle. Le tiers des juges qu'il a nommés sont des millionnaires. C'est davantage que Reagan (24 %), ou que le dernier président démocrate, Jimmy Carter (4 %).

Bien que la duplicité de Clinton soit intéressante à analyser, le fait est que tant les Démocrates que les Républicains passent leur campagne électorale à essayer de tromper les électeurs pour qu'ils votent pour eux, sachant qu'ils poursuivront leurs





## La guerre de Clinton contre les enfants

La « réforme » de la protection sociale signée par Clinton va plonger dans la pauvreté plus d'un million d'enfants supplémentaires (la plupart appartenant à des familles qui travaillent). Elle va augmenter de 12% la pauvreté infantile au plan national. Elle va réduire les revenus de 20 % des familles ayant des enfants, d'un montant moyen de 1300 \$ par an.

Elle remplace la garantie fédérale d'une assistance en espèces aux familles et enfants pauvres, par une dotation forfaitaire qui ne pourra suffire dans les inévitables phases de récession. Elle réduit encore les ressources en autorisant les États à réduire de 38 milliards \$ leurs propres allocations en espèce et leurs programmes d'aide par le travail, sur six ans.

Elle va aggraver la faim de 14 millions d'enfants et de familles à bas revenus, en diminuant de 27 milliards de dollars le programme de bons alimentaires pour les six ans à venir.

Elle retire l'assistance financière à plus de 300 000 enfants handicapés, dont certains vont aussi perdre la couverture par Medicaid.

Elle délaisse les enfants qui ont besoin de garde, en forçant toute femme ayant un enfant de six ans ou plus à travailler, même quand elle ne peut faire garder son enfant.

Elle abandonne les immigrés légaux, leur refusant non seulement l'assistance en espèces et les bons alimentaires, mais aussi l'aide aux handicapés et la couverture par Medicaid.

Il n'y a pas assez de ressources dans la loi pour que les États fournissent des secours en travail ou des soins aux enfants. Les parents ayant des enfants en bas âge seront dans l'impossibilité pratique de trouver une formation pour accéder à un emploi stable susceptible de permettre l'entretien de leur famille.

Source : « Comment la nouvelle Loi sur la protection sociale frappe durement les enfants », Document du Fonds de défense des enfants (Children's Defense Fund, 25 E Street NW, Washington DC 20001, Tel : 202 628 8787).

propres priorités, qui, étant donné leurs financeurs, sont celles des intérêts privés. Bien sûr, le capital n'a pas un intérêt unifié, et il existe une aile « progressiste » et une aile « conservatrice ». Mais vu les contraintes d'une économie qui enrichit les riches et appauvrit les pauvres, même l'aile libérale soutient l'ALENA et la dérégulation.

En outre, les fondamentalistes chrétiens constituent un quart de la base des Républicains. Ces gens peuvent être d'utiles fantasmes pour approfondir un programme ultra-conservateur, mais ils sont un peu trop infréquentables pour les dirigeants républicains. Le Parti voulait qu'ils écrivent la plate-forme — bien que Bob Dole ait clairement laissé entendre qu'il n'entendait absolument pas s'y laisser enfermer.

Depuis que les lois électorales et du financement ont rendu très difficile à un troisième parti de présenter un candidat (à moins que son candidat, comme Ross Perot, ne soit milliardaire), les progressistes ont tendance à voter pour le moindre mal (presque toujours le candidat démocrate). C'est ainsi que les sociaux-démocrates et le Parti communiste ont justifié leur soutien aux Démocrates depuis 50 ans, jusqu'à aujourd'hui. Jesse Jackson, défendant le point de vue de la bourgeoisie noire, l'explique : « je sais toute la déception causée par le mandat Clinton. Un enfant sur quatre dans ce pays riche — et un afro-américain sur deux — naît dans la pauvreté. La capitulation du président à propos du système d'assistance est injustifiable, c'est un acte qui met en danger des millions d'enfants. Son adhésion au consensus économique conservateur — depuis l'ALENA jusqu'à la réduction des déficits — enfonce le pays dans la mauvaise voie. Politique-



ment, je connais de près la politique de renoncement cultivée par la Maison Blanche. Et pourtant je vous demande de vous engager, pas d'abandonner » (Voting right, Nation, 23/09/1996).

**LA POLITIQUE DE RENONCEMENT** dont il parle comprend l'abandon de deux nominations d'afro-américains, Lani Guinier au poste de Procureur général et Henry Foster comme Directeur de la Santé, après que l'extrême droite les aie attaqués. La droite a orchestré des campagnes sordides contre les deux : Guinier, parce qu'elle a écrit sur la nécessité de réformer la loi électorale, et Foster parce qu'il défend une position modérément pro-avortement. Clinton







n'a jamais déclenché une contre-campagne, mais a honteusement retiré les nominations. Il a aussi viré Jocelyn Elder, haute responsable au Ministère de la santé, et noire au verbe haut, qui avait affirmé que la masturbation des adolescents était « normale et sans danger », ce qui avait horrifié la droite.

Jackson présente Clinton comme la seule option disponible pour éviter le désastre social qui suivrait inévitablement l'élection de Dole. Il fait le silence sur la capitulation de Clinton devant la droite et maintient que cette élection est « un référendum sur le programme anti-populaire, pro-capitaliste, anti-étatique de Ginrich et Dole ». De la même façon, le Parti communiste déclare que « Clinton est l'outil pour

battre l'extrême-droite dans la course présidentielle, il n'y a pas d'autre option... » (extrait d'une brochure du District du Michigan du PC).

**LE PC A TOUT À FAIT TORT.** En 1996 il y a plus d'intérêt et d'activité autour de formations alternatives qu'il n'y en a jamais eu depuis la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale. Ceci inclut en particulier les candidats du Parti vert et du Parti socialiste au niveau des États, tout comme la campagne présidentielle de Ralph Nader. Nader est dans la course dans 20 États et candidat (?) dans 25 autres.

Aucun citoyen américain n'est aussi connu que Nader pour son opposition aux intérêts capitalistes. Son livre, « *Dangereux à toutes les vitesses* », a provoqué le vote des lois sur la sécurité automobile et sur la sécurité des autoroutes en 1966, et depuis il n'a cessé de travailler sur les questions de santé et de sécurité. Il a participé à des campagnes pour la démocratie syndicale à la fois chez les Teamsters et les mineurs, et a écrit que « *la capacité d'organiser un syndicat est pratiquement impossible dans ce pays à cause de la manière dont le droit du travail et son interprétation sont biaisés en faveur des employeurs* ». Nader a contribué à fonder plus de cinquante associations, parmi lesquelles le Centre pour l'étude de la responsabilité légale (*Responsive law*), qui vise à dénoncer les crimes des entreprises et à traquer les complaisances des autorités envers les firmes capitalistes.

La campagne présidentielle de Nader contient plusieurs aspects intéressants :

► « nous voulons avancer vers ce que nous appelons les Principes de concorde (...) Ces principes sont les instruments de la démocratie qui élargissent le pouvoir des travailleurs, des consommateurs, des action-

naires, des citoyens-électeurs, et des contribuables, et qui le font sans coûter un sou au contribuable. Il s'agit de faciliter l'organisation collective des gens » ;

► « nous voulons favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de militants qui veulent réformer la politique et diriger leur énergie vers des issues plus productives et justes » ;

► « ceci est un message aux Démocrates et aux Républicains, que les jours sont finis où ils pouvaient dire à des millions d'Américains désabusés qu'ils n'avaient aucune autre issue politique ».

Nader n'a aucune chance de gagner. Mais des stratèges du Parti démocrate, comme James Carville, sont inquiets par l'éventualité que Nader pourrait pomper des votes à Clinton dans certains États clés comme la Californie. C'est pourquoi les Démocrates étaient déterminés à ce que Nader ne participe à aucun des débats télévisés. Quand l'ennuyeux Bob Dole a débattu avec le terne Bill Clinton, le premier débat télévisé de la campagne présidentielle a obtenu la plus faible audience de l'histoire.

La campagne de Nader vise principalement à dénoncer comment la démocratie américaine est démantelée par les grands trusts, qui contrôlent le gouvernement et ses infrastructures. Nader se polarise sur cet aspect comme la principale raison de l'injustice, au lieu de reprendre une plateforme plus générale et large comme celle du Parti vert. Ceci peut affaiblir sa campagne, car beaucoup d'électeurs veulent connaître les positions du candidat sur des questions brûlantes comme l'action anti-discriminatoire (Affirmative action), la politique d'immigration et le droit à l'avortement et à la contraception.

**IL EST CLAIR QUE NADER** conçoit sa campagne comme un défi concret au duo-pole des Démocrates et des Républicains. Dans son discours d'investiture à la convention du Parti Vert, Nader a remarqué que « *ce que nous allons faire, c'est un jalon pour le futur. Les Verts et autres progressistes font les premiers pas pour construire le premier mouvement politique populaire démocratique dans les années à venir* ».

Le faible intérêt du public pour l'élection présidentielle est le résultat direct de sa conscience d'être dominé par les ressources financières colossales des grandes entreprises et des lobbies. Mais tant que l'opinion dominante est que rien ne peut, ou ne va être fait contre cela, le niveau élevé d'apathie et le taux d'abstention de 50 % vont persister.





## Nader l'autre candidat

Ralph Nader n'est pas un inconnu. C'est au cours des années 60 que cet avocat de formation fait son apparition sur la scène politique américaine. Contestataire modéré, réformiste, il prend la tête d'un mouvement de protection des consommateurs. A la tête d'une petite équipe d'avocats basée à Washington, il réussit à mobiliser l'opinion publique contre les grandes compagnies automobiles et alimentaires qu'il accuse de fabriquer des produits non seulement onéreux mais aussi dangereux pour la santé des consommateurs.

C'est le même Nader que l'on retrouve vingt-cinq ans plus tard, candidat des Verts aux élections présidentielles avec pour co-listière, une Amérindienne du Minnesota, Viona La Duke. S'il a accepté de se présenter au nom des Verts, un parti encore embryonnaire constitué sur le modèle européen, Nader n'en a pas pour autant épouser leur programme et ne soutient en aucun cas les candidats verts au Congrès. Sa campagne a démarré le 19 août à Los Angeles devant 350 délégués locaux mais sans la présence d'un seul leader national du parti vert.

Lors de cette convention, Ralph Nader a annoncé qu'il ne dépenserait pas plus de 5 000 dollars (environ 25 000 francs) pour effectuer sa campagne ... nationale. Il n'a donc pas entamé de tournée électorale dans le pays et n'utilise que les media gratuits pour diffuser son message qui tient en trois grands points. « *A court terme, nous avons besoin d'un parti, modeste en taille, enraciné dans les groupes, les programmes, les énergies progressistes et qui concentre son action sur la mise au point de nouveaux et puissants instruments démocratiques à destination des électeurs, des travailleurs, des Républicains qui nous empêchent de défier la suprématie des multinationales ; un nouveau parti qui amène à la vie politique progressiste, une nouvelle génération d'Américains* ». (1) Dans ses interventions, Ralph Nader dénonce ce qu'il appelle le « *duopole du bipartisme* » et renvoie dos à dos le candidat démocrate et le candidat républicain. « *Il n'y a pas de limite à la mauvaise logique qui consiste à choisir entre le mauvais et le pire. Nous devons rompre ce moule et encourager le système politique à proposer un choix entre le bon et le meilleur* » (2)

La candidature de Ralph Nader est loin de faire l'unanimité dans les rangs de l'extrême gauche américaine. De nombreux militants lui reprochent une campagne somme toute peu active — Nader ne sera présent que dans 30 États sur les 50 de l'Union — et une campagne qui ne s'intéresse guère à deux segments de la population américaine particulièrement touchés par la crise de la représentation politique et la crise économique : les travailleurs syndiqués et la communauté noire. Des populations qui de ce fait ne soutiennent pas sa candidature.

1) *The Nation*, The Greens and the Presidency by Ralph Nader, 8 juillet 1996.

2) *In These Times*, 16-29 septembre 1996

# Pour une nouvelle politique

*Dans un article récent de la New Left Review, Joel Rogers (1) a rendu un grand service à la gauche américaine en soulignant que la conjoncture politique actuelle aux États-Unis « était une invitation non-dite à l'action progressiste, une occasion pour nous de faire quelque chose de bien ». Comme le remarque Rogers, le libéralisme est agonisant, il s'attaque à la majorité des gens et le mécontentement est quasi-universel. La question est de savoir si nous saurons en saisir l'opportunité. La politique telle qu'elle est pratiquée, aujourd'hui, par les grands partis — avec l'omniprésence de l'argent — est inaccessible à la gauche : il faudra faire les choses « à l'ancienne » avec nos forces militantes. Cela signifie beaucoup d'organisation : condition qui manque à la gauche américaine. Elle ne manque pas d'organisations : au contraire, elle est composée d'innombrables organisations, de tendances qui se chamaillent les unes les autres, de petits projets axés autour de questions spécifiques, de groupes défendant les intérêts des minorités culturelles ou les femmes — avec des programmes importants mais en général séparés —, des organisations de défense de l'environnement et des coalitions avec de jolis papier à en-tête mais manquant généralement de troupes. La plupart de ces groupes réalisent des actions indispensables ; mais prises comme un tout, elles représentent moins que la somme de leurs parties.*

Par Kim Moody \*

Dirigeant du réseau syndical radical Labor Notes.

**IL EST CLAIR QU'IL FAUT** un nouveau parti politique possédant une nouvelle culture politique : une culture qui autorise les différences tout en étant inclusive, qui combine un programme social universel avec des solutions aux problèmes de ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, qui soit multiculturelle, qui n'ait pas peur de s'attaquer au capital lorsque la question se posera — et elle se posera. A cause des énormes transformations sociales, des vingt dernières années au moins, les solidarités sociales sur lesquelles s'appuierait un tel parti ne peuvent pas être considérées comme acquises et, pour la majeure partie, devront être (re)construites.

Dans la mise en œuvre d'un tel projet, il ne faut pas passer à côté de ce qui fait le dynamisme de la période dans laquelle nous entrons, en renonçant par exemple à la notion de classe comme principe stratégique central et en considérant davantage les électeurs comme des consommateurs de programmes plutôt que comme des acteurs du changement. Ainsi, une démarche qui ana-

lyse avec justesse les opportunités du moment, peut retomber dans les ornières de la pratique typiquement américaine des « *coalitions politiques* » — qui consiste à cimenter ensemble des groupes raciaux, culturels ou sociaux dans une perspective électorale sur la base de la conscience que ces groupes ont de leur existence et autour d'un programme qui semble avoir quelque chose à proposer à chacun. Dans le vocabulaire « *post moderne* » nous reconnaitrions là une nouvelle version de la « *politique identitaire* » ; en clair, cela revient à exhumer la défunte coalition du *New Deal* (2).

Certains passent sous silence toute la dynamique de classe présente dans les

1) Voir *New Left Review* n°210. Joel Rogers, professeur de sciences politiques à l'Université de Wisconsin, est l'un des principaux animateurs du New Party, une formation qui tente de pousser les Démocrates vers la gauche.

\* Il s'agit d'une version adaptée de l'article de Kim Moody : *A new american Politics : Who will answer the invitation ?*, publié dans *New Left Review*, n° 216 mars-avril 1996.

2) Il s'agit des réformes adoptées sous le président Franklin Roosevelt. A partir de 1935, et afin de faire face à une importante vague de mobilisations ouvrières, le *New Deal* s'est élargi pour intégrer des programmes sociaux et des mesures encourageant la syndicalisation.





restructurations économiques et politiques en cours et la réduisent au rang d'un lobby de plus qu'il faudrait intégrer dans une coalition. Une chose est d'évoquer ce qui est définitivement perdu, c'en est une autre de parler de ce qui demeure inchangé — les relations sociales, voire l'organisation de la production, par exemple — et, plus important, d'analyser l'émergence de nouvelles pratiques militantes en réponse aux restructurations économiques et au nouveau paradigme de la production.

## « NOUS SOMMES PLUS NOMBREUX QU'EUX »

Ainsi parlait Lorell Patterson en s'adressant à la conférence des Labor Notes à Détroit en 1995, une femme afro-américaine victime du lock-out de la compagnie A.E. Staley avec 800 de ses collègues — pour la plupart des hommes blancs — alors qu'elle y travaillait depuis 1992 (3). Cette affirmation traduit une élévation de la conscience de classe dans la société américaine. Cela nous rappelle, de façon abrupte, qu'à l'approche du tournant de ce siècle, les États-Unis seront une nation encore plus constituée de salariés « prolétaires » qu'à la fin du siècle précédent, où l'essentiel des classes laborieuses était constitué de fermiers et de domestiques. Aujourd'hui, 80 % de la force de travail (encadrement exclu) est constitué de salariés semi ou non qualifiés, alors que l'immense majorité des ouvriers qualifiés occupe les postes « traditionnels » dans l'industrie — ce que l'on appelle les « blue collar jobs » aux États-Unis — et ce sont-là deux réalités inchan-

gées de la réalité du monde du travail. De plus, la plupart des emplois (autres que de direction) créés ces dernières années ne sont pas des emplois particulièrement qualifiés. En 1990, selon le rapport d'une commission présidentielle, 5 % des employeurs sondés déclaraient prévoir qu'ils auraient besoin d'employés plus qualifiés que leur main-d'œuvre actuelle. Or, comme l'affirmait récemment le rédacteur d'un magazine syndical, « les entreprises qui se débarrassent de leurs employés les plus expérimentés ne recherchent pas des compétences supérieures. Elles cherchent des jeunes qui feront le même travail pour moins cher. » En d'autres termes, l'idée selon laquelle nous sommes en passe de quitter l'ère du travail semi-qualifié aliénant pour un régime plus doux est, dans une large mesure, pure fiction.

Patterson fait partie des dizaines de milliers de travailleurs de l'industrie qui se sont récemment engagés dans la résistance au nouveau régime de production — un élément central dans les changements en cours — qui se substitue rapidement aux « institutions de la production de masse ». Elle est censée faire partie d'une espèce en voie de disparition — le travailleur industriel en bleu de travail. Le déclin numérique et en proportion des emplois industriels est, bien sûr, indéniable. Mais parmi les douze millions de personnes qui occupent un poste productif dans l'industrie américaine — dont la voix a été partiellement étouffée par des années de restructurations —, certains ont commencé à se faire entendre, au fur et à mesure que les moyens de résistance au nouveau système se font plus clairs. Contraints à un intense surcroît de travail et à des heures supplémentaires interminables, ils n'ont pas le choix. C'est le cas des travailleurs de la Staley, comme ceux de Caterpillar, de Bridgestone Tire, de General Motors, de NUMMI (une filiale de sous-traitance commune à General Motors et à Toyota dans les pures règles de l'art) ou de toutes les entreprises qui ont connu, ces deux dernières années, des luttes pour s'opposer aux « emplois du temps flexibles » et à leurs journées de dix à douze heures de travail qui augmentent la fréquence des accidents de travail et la proportion des maladies causées par le stress résultat de ce que l'on peut sans doute qualifier de la plus grande intensification du travail connue depuis les années 30. Dans la plupart de ces luttes, les syndicats se sont adressés aux habitants voisins des entreprises. A Decatur, par exemple, ils ont lancé une liste indépendante des « Amis des travailleurs » aux élections municipales soutenue par les syndicats de Staley, de Caterpillar et de Bridgestone.

Comme les autres travailleurs, ceux qui se sont battus ont vu leur niveau de vie tom-

ber depuis au moins deux décennies. Mais ce qui les a poussé à contester les multinationales géantes qui les employaient a été le nouveau paradigme de la production, loué dans les milieux des affaires ou économiques comme la « production dégraissée », le « poste de travail du futur » ou le « poste de travail à haute performance ». Même si c'étaient, toujours, les mêmes vieux murs, il ne s'agissait plus des mêmes usines transformées depuis une dizaine d'années par les nouvelles technologies. Les travailleurs de la Staley, par exemple, ne travaillaient plus dans une usine de transformation du maïs mais dans une entreprise de chimie. Partout, la direction du personnel, à travers les cercles de participation salariés-direction, avait promis une nouvelle et meilleure façon de travailler. A chaque fois, les gens n'ont vu venir qu'un nouveau régime « d'encadrement oppressif » accompagné de normes de travail toujours plus intensives — ce que d'aucuns ont désignés comme « l'encadrement par le stress » (4).

Ce nouveau paradigme de la production ne s'arrête pas dans les usines du Midwest des États-Unis. Le nouveau système de production est caractérisé par sa tendance à délocaliser et à sous-traiter le maximum de phases de la production possible. Ceci a donné naissance à tout un chapelet d'entreprises plus petites dans le Midwest, le Sud ou les deux côtes des États-Unis, mais aussi dans le Nord du Mexique, dans le centre du Canada et ailleurs. Dans bien des cas, les travailleurs de ces entreprises, qu'elles soient anciennes ou pas, que les propriétaires soient étrangers ou non, sont liées les unes aux autres dans le cadre d'un même processus de production. Mais il y a un autre aspect à cette transformation de la production et du travail.

## MUTATIONS ET CONFLITS

### DANS LA CLASSE OUVRIERE

L'essentiel de ce qui est caractérisé comme le glissement de la production de bien manufacturés vers la production de services repose, d'une part, sur la sous-traitance d'anciennes activités industrielles à des entreprises de prestation de services et, de l'autre, sur une plus grande incorporation des transports, des télécommunications et autres « services » infrastructurels dans le nouveau système de production, davantage basé sur l'information et plus décentralisé. Ce qui a impliqué une rapide diffusion des méthodes de production « dégraissée » et

3) Sur la grève de la Staley et sur la conférence des Labor Notes cf. Inprecor n° 392 de juin 1994.

4) Mike Parker et Jane Slaughter, Working Smart : A Union Guide to Participation Programs and Reengineering, Detroit 1994.



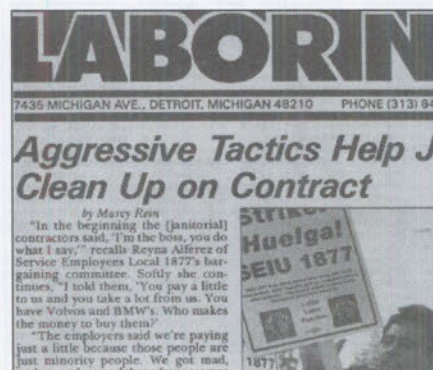
de « *management par le stress* » dans le secteur des services.

**TOUT CECI S'EST PRODUIT** sur un arrière-plan de transformations énormes dans la composition de la force de travail (race et sexe), qui affecte la classe ouvrière dans son ensemble. En dépit de la fragmentation des communautés afro-américaines traditionnelles aux États-Unis, il est important de saisir une autre dynamique à l'œuvre parmi les « *personnes de couleur* » — qu'il s'agisse des immigrés ou des gens nés aux États-Unis — qui ont organisé des formes originales de résistance. Le développement de l'organisation de l'industrie du Sud en « *branches* » (un produit de la « *production dégraissée* ») et des ateliers de sous-traitance (dans l'électronique et la confection en particulier) dans de nombreuses régions urbanisées ont induit un nouveau type d'organisation des travailleurs, basé principalement sur les communautés géographiques. Dans ces « *centres des travailleurs* », les employés qui travaillent à l'extrémité de ces nouvelles, ou moins nouvelles, chaînes de production tentent de régler les problèmes qu'ils connaissent sur leurs lieux de travail et, dans certains cas, d'y créer des syndicats. Le développement du mouvement de défense de l'environnement parmi les communautés de travailleurs, particulièrement chez les Afro-américains et les Latinos, est également significatif. Ce type d'organisation s'est

répandu dans tout le pays à la fin des années 80 en réponse à des années de déversements toxiques près des lieux d'habitation des personnes à faible revenu, en majorité des Noirs ou des Latinos. Ces organisations ont surpris jusqu'à leurs propres initiateurs lorsque plus de 2 000 délégués — près du double de ce qu'attendaient les organisateurs — ont participé à la Conférence des communautés du Sud et des syndicats pour la justice en matière d'environnement. Ceci est également une réponse aux dernières innovations du processus de production qui fait, de plus en plus, appel à la chimie et aux biotechnologies et déverse ses déchets de préférence près des lieux d'habitation des plus pauvres. Ce mouvement pour la justice « *environnementale* » est pro-syndical et se réclame consciemment de la classe ouvrière, se dissociant ainsi des groupes écologistes traditionnels, davantage liés à la classe moyenne.

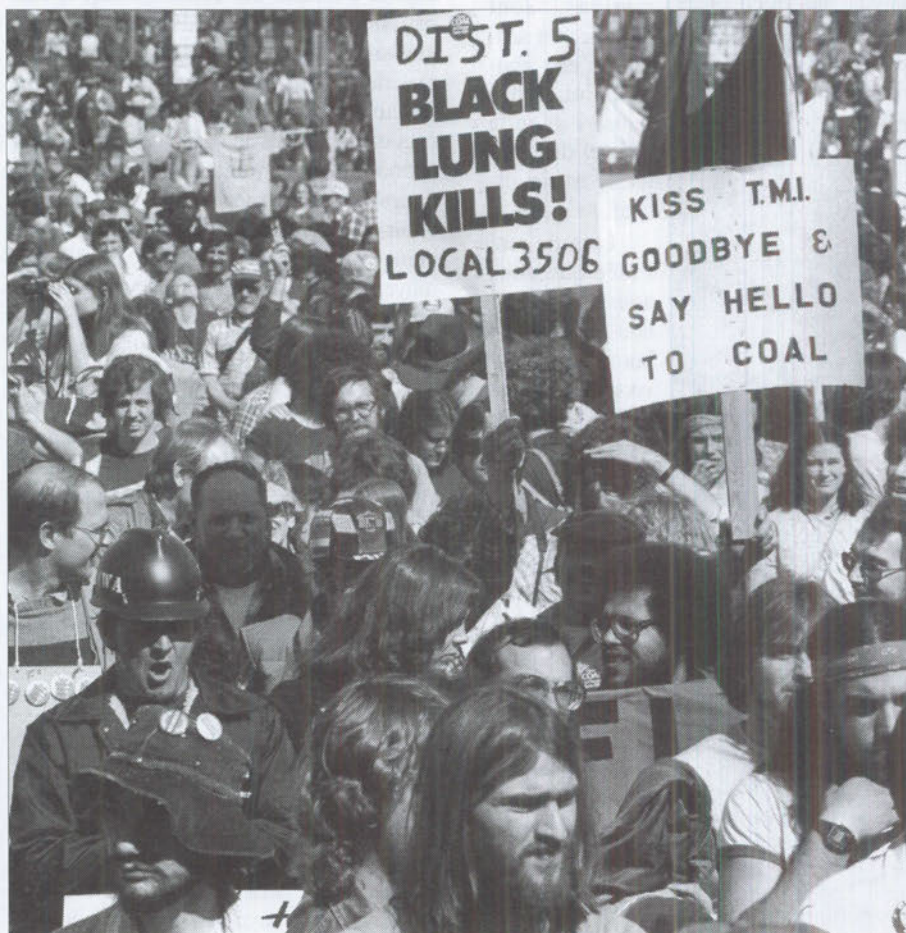
**LES SYNDICATS SONT EUX-MEMES** agités par des conflits politiques ou liés au renouvellement des équipes de direction. A partir de la fin des années 80, près d'une douzaine de bureaucrates vétérans de la direction syndicale ont mordu la poussière. Le cas le plus connu de rébellion victorieuse est, certainement, celui du syndicat des Teamsters (syndicats des camionneurs et des employés des entreprises de transport routier) mené par Ron Carey avec le soutien de la tendance Teamsters pour un syndicat

DOSSIER : LES ELECTIONS  
AUX ETATS-UNIS



démocratique (TDU). Tous les successeurs ne sont pas aussi démocratiques que dans le cas des Teamsters, ils n'étaient pas non plus toujours soutenus par des groupements de syndiqués. Au-delà de cette douzaine de rébellions couronnées de succès, il y a eu nombre de transitions plus pacifiques vers des directions plus progressistes comme dans le cas du Syndicat des travailleurs des secteurs minier et pétrolier, de la chimie et de l'atome (OCAW). Certains syndicats, pour ne pas avoir connu de changement de direction au profit d'une équipe plus jeune, formée dans la période des grandes mutations industrielles, n'en comportent pas moins des groupes d'opposition actifs — comme le Syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW), ceux des employés des services, des travailleurs de l'alimentation et du commerce, de la poste, des transports en commun, etc. Les changements de direction aux niveaux intermédiaires et locaux sont encore plus répandus.

Les conflits et les luttes de pouvoir ont même atteint la cime du mouvement ouvrier organisé. L'année passée, la direction de l'AFL-CIO (5) s'est divisée en deux fractions et, pour la première fois, depuis des décennies le dirigeant de la fédération en poste a fait l'objet d'une contestation ouverte. Le président de l'AFL-CIO, Lane Kirkland, symbole même de la complaisance, du fonctionnement routinier et, en l'occurrence, du libéralisme moribond, a été contraint de céder sa place. Son bras droit, Tom Donahue, a été battu par le président du Syndicat des employés des services,



5) La Fédération américaine du travail libre-Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) est la confédération unique des syndicats des États-Unis.





John Sweeney, lors de l'élection à la présidence de la Fédération qui a eu lieu au congrès de l'AFL-CIO de l'automne 1995. Ce serait pure vue de l'esprit que d'analyser ceci comme une reprise du scénario de la scission de l'AFL de 1935, qui avait donné naissance au CIO, voire de l'expli-

quer en terme de contestation programmatique. Cela n'était pas le cas. Le seul point de divergence claire était la question de l'organisation de ceux qui ne le sont pas, et en particulier les travailleurs qui gagnent un faible salaire. Quoi qu'il en soit, le génie de la confrontation politique et du changement était sorti de sa bouteille...

L'annonce — faite le 27 juillet 1996 —, de la fusion prochaine (d'ici à l'an 2 000) de l'UAW, du syndicat unifié de la métallurgie et de l'Association internationale des mécaniciens pour constituer un syndicat des métallos de deux millions de membres, à l'allemande, a connu un tout petit peu moins de publicité. Bien que cette démarche s'intègre dans le mouvement de fusions défensives de ces dernières années, elle traduit — de même que la fusion achevée quelques jours plus tôt des syndicats de la confection et du textile — un tournant bienvenu vers une réponse stratégique plus cohérente aux nouvelles déclinaisons de la production. Comme dans le conflit au sommet de l'AFL-CIO, l'objectif avoué des acteurs de la fusion est d'organiser le secteur non-syndiqué dans ces industries. Dans le cas du syndicat de la métallurgie proposé, le noyau potentiel d'une telle organisation représente au moins six millions de travailleurs. Alors que les obstacles, tant internes qu'extérieurs, à une telle transfor-

mation des pratiques de négociations sont énormes, le seul fait qu'elle figure aujourd'hui dans l'agenda officiel des syndicats est significatif.

Loin de moi l'idée que nous assistons ou que nous sommes au bord d'un bouleversement industriel comme dans les années 30 : il y a beaucoup de forces contradictoires qui œuvrent contre une simple répétition de l'histoire. Mais j'estime que la dynamique des classes dans la politique et la crise industrielle sous-jacente aujourd'hui, ne se limite pas à entreprendre, et ainsi de suite.

(...)

Une chose, au moins, est claire dans le contexte politique des États-Unis : la tâche principale de la gauche est, précisément, de construire les organisations d'un pouvoir indépendant : des syndicats, des comités de quartier et des partis — une « société civile » de la classe ouvrière pourrait-on dire —

## LABORNOTES

7435 MICHIGAN AVE., DETROIT, MICHIGAN 48210 PHONE (313) 842-6262 #210 SEPTEMBER 1996

### Aggressive Tactics Help Janitors Clean Up on Contract

by Marcy Riss

"In the beginning the [janitorial] contractors said, 'I'm the boss, you do what I say,'" recalls Reyna Alferez of Service Employees Local 1877's bargaining committee. Solidly she continues, "I told them, 'You pay a little to us and you take a lot from us. You have Volvos and BMW's. Who makes the money to buy them?'"

"The employers said we're paying just a little because those people are just minority people. We got mad, and we understood that when we want something, we have to fight for it." And fight they did. Local 1877 blindsided the contractors with a month-long rolling strike in June. The bosses never knew where trouble would visit next or how long it would stay.

The strike forced them to sign a contract that met the union's main demands. The agreement brings all Local 1877 members under one master contract, sets the stage for West Coast-wide bargaining four years from now, and allirms the in-your-face tactics of the SEIU's Justice for Janitors campaign.

#### SUBCONTRACTED JOBS

Local 1877 represents 5,000 janitors in four Northern California counties: Alameda, Contra Costa, San Mateo, and Santa Clara. More than 80 percent are Latino, most of the rest



Northern California janitors used hit-and-run tactics to keep the contractors off balance during their month-long strike. Their new agreement raises wages for all members above the poverty line, and sets the stage for West Coast-wide bargaining four years from now.

are African American and Asian. Under the old contract, two-thirds earned less than the federal poverty wage—\$7.28 per hour for a family of four.

The janitors work for building maintenance companies, which in turn are hired by commercial real es-

tate, high-tech, and other firms. Many of them are household names like Hewlett-Packard, Chevron, and AT&T. On the pit end of the income gap, they typify the new workforce in Silicon Valley where nearly 40 percent of the jobs are subcontracted.

Justice for Janitors rolled into the Valley in 1991 with an organizing drive at Shine Building Maintenance, the contractor serving Apple Com-

(continued on page 14)

### Hogan Family Could Lose Lucrative Business Connections

#### Teamsters Take Control of Hoffa Running Mate's Local

by Martha Gruetz

When Teamster international reps arrived at the door of Chicago Local 714 on August 7, a rather unhappy

Teamsters convention report . . . . . B-9

Hogan family gathering could have been inside. The Hogans have "owned" Local 714 for more than half a century, although much of their family wealth comes from ownership of companies that do business with

Teamster employers.

The international reps came to place the local in trusteeship, based on the recommendation of the government-appointed Independent Review Board. It has been Teamster President Ron Carey's practice to move quickly on such recommendations, in part to prevent the government from imposing its own trusteeship of the local in question.

(continued on page 14)

|                                        |                                                                               |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| In This Issue:                         |                                                                               |
| Graduate Employees ... 2               | A win in Iowa.                                                                |
| Hotel Union President Re-elected ... 3 | "Go to Hell," he tells critics.                                               |
| Logs vs. Jobs? ... 10                  | The industry is getting union workers to lobby for their deregulatory agenda. |



capables de mener l'assaut contre les forces internationalisées du capital. Rechercher une prise de parole au sein des principales institutions du capital est une orientation qui est née du déclin des syndicats et de l'absence d'une perspective politique réelle à gauche depuis vingt ans au moins. L'ironie du sort fait qu'une telle « voix » devient d'autant plus faible et pathétique que les véritables instruments de l'indépendance de classe déclinent.

## A NOUVEAU PARTI, NOUVELLE VISION DE LA CLASSE

A l'échelle de la société américaine, le mouvement pour un nouveau parti politique de la gauche est petit — il en est même davantage à un stade d'embryon que de bébé. Mais il est pourtant plus fort qu'il n'a jamais été depuis 50 ans. Le plus important dans ce nouveau mouvement est qu'il s'enracine dans la réalité diverse des communautés et organisations ouvrières des États-Unis qui ont subi de plein fouet les transformations économiques. A la différence de la gauche des années 60, il n'est pas né dans les campus. A l'inverse des « nouveaux mouvements sociaux » des années 70 et après, il n'est pas centré sur les classes moyennes. Les racines de ce mouvement plongent dans les communautés ouvrières de couleur, dans les unions syndicales locales, dans les nouvelles pratiques syndicales, les campagnes de quartier sur des objectifs économiques immédiats — le logement, l'éducation, le salaire minimum — et sur les victoires et les défaites des combats du travail.

Ceci ne veut pas dire que les intellectuels de gauche et les étudiants n'ont pas de rôle à jouer. Au contraire, leurs efforts sont les bienvenus. Mais justement, un des éléments positifs de ce nouveau mouvement est la légitimation de l'alliance des intellectuels de gauche et des forces de la classe ouvrière qui a subi une défaite désastreuse dans les années 50 (6). Il y a ainsi toute sorte d'hybrides de l'ancien et du nouveau dans ce mouvement : le Comité national pour une action politique indépendante, les Verts et le Parti californien pour la paix et la liberté, la Campagne pour un nouveau lendemain — basée essentiellement sur la communauté afro-américaine — qui avait soutenu les candidatures de Jesse Jackson et de Ron Daniels, et l'expérience pionnière et électoralement payante de l'Alliance progressiste de Vermont — dont le dirigeant Bernie Sanders est le seul membre indépendant du Congrès des États-Unis, et se réclamant du socialisme.

Les deux organisations motrices de ce mouvement pour une action politique indépendante sont néanmoins le Nouveau parti

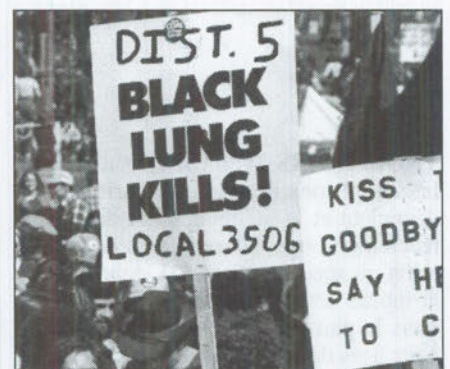
(NP), auquel Rogers est associé, et les Labor Party Advocates (LPA). Ces deux organisations existent à l'échelle nationale et bénéficient du soutien d'une partie du mouvement ouvrier organisé. Le NP, qui met davantage l'accent sur les campagnes économiques et électorales militantes, a une plus grande visibilité politique. Près de 70 des 100 candidats qu'il a soutenu aux dernières élections locales ont été élus — qu'il s'agisse de candidats indépendants ou de démocrates soutenus par les structures locales du NP. Au niveau national, le NP a reçu un bon coup de pouce lorsqu'une importante organisation de travailleurs à faible salaire s'est prononcée pour le soutenir au niveau national.

Le LPA, qui agit davantage comme un promoteur et un organisateur du sentiment pro-parti des travailleurs et n'a pas encore présenté de candidats aux élections, est basé presque exclusivement dans le mouvement syndical. Il bénéficie du soutien de trois petits syndicats nationaux : le Syndicat unifié des travailleurs de l'électricité, traditionnellement de gauche, et deux autres syndicats que les changements de direction ont fait pencher dans le camp de la gauche : l'OCAW et un syndicat des chemins de fer. Plus généralement, la plupart des membres du LPA se recrutent parmi les dirigeants des luttes précédemment citées, de Flint à Decatur, du syndicat de l'automobile aux Teamsters et de la campagne pour une législation anti-jaune à celle contre l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) — une campagne dont même la presse majoritaire reconnaissait qu'elle suivait des lignes de fracture entre classes. En fait, le combat contre l'ALENA a été le ferment du développement d'un sentiment politique de classe ; il n'est donc pas étonnant que LPA se soit rapidement renforcé après avoir perdu cette bataille.

## BIEN CERNER LA CLASSE

(...) La vision des années 30, d'une classe ouvrière comme un groupe homogène d'hommes blancs travaillant dans l'industrie — qui n'a jamais été justifiée — est morte et enterrée. La classe ouvrière elle-même est plus noire et brune que la population en générale, et les syndicats — même si ce n'est pas le cas de leurs directions — le sont plus que la force de travail. Les militants de cette résurgence de la politique indépendante sont eux-mêmes le produit de cette diversité de la classe ouvrière réellement existante et du terrain culturel sur lequel ils doivent se battre. Le mouvement ouvrier organisé d'aujourd'hui est étroitement lié à la fois aux organisations indépendantes et officielles des mouvements des travailleurs afro-américains, lati-

DOSSIER : LES ELECTIONS AUX ETATS-UNIS



nos ou asiatiques et des mouvements des femmes. Il est notable que Jesse Jackson est un habitué des piquets de grèves, en particulier parmi les travailleurs blancs. La plupart des organisations politiques indépendantes reflètent également cette diversité à un degré ou à un autre. Nous avons donc une chance de mettre en avant, cette fois, le bon concept de classe ouvrière.

Transiger sur les positions de classe ne réduirait en rien la menace contre-offensive raciste au sein de la classe ouvrière blanche — ou en l'occurrence dans la classe moyenne — ; une possibilité suggérée par la montée de « la colère de l'homme blanc », l'idéologie de suprématie de la race blanche du mouvement des « milices » et les attaques ouvertes contre les personnes de couleur par la majorité conservatrice du Congrès. Une conception dynamique de la classe ouvrière n'explique pas seulement les tendances à l'œuvre dans la situation politique, économique et sociale d'aujourd'hui, elle fournit également une « identité » alternative pour beaucoup de travailleurs blancs et une raison impérieuse pour que la majorité nous rejoigne.



6) Avec la défaite électorale du Parti progressiste lors des élections de 1946 et la chasse aux sorcières co-dirigée par le Sénateur Joseph Macarthy.



# Crise de direction afro-américaine

Par Malik Miah\*

**TROIS NOIRS SUR CINQ** pensent que les conditions des Afro-Américains se dégradent et le même nombre dit que le rêve américain est devenu hors de portée, selon un sondage récent (1). Aujourd'hui, la moitié des enfants afro-américains vit dans la pauvreté. Un tiers des hommes noirs âgés de 20 à 29 ans a eu affaire à la justice. L'assassinat par balle est la première cause de mortalité pour les jeunes hommes noirs. Mais tout cela est absent de la campagne électorale.

En 1984, 1988 et 1992 Jesse Jackson a fait campagne pour la candidature démocrate à l'élection présidentielle. Quand il n'a pu devenir le « candidat noir », Jackson a compris que le sentiment dominant parmi la nation noire était de considérer que le « rêve américain » était hors d'atteinte. Il a compris aussi les frustrations de beaucoup de Blancs. Il a ainsi acquis un soutien dans la communauté noire et parmi des groupes significatifs de travailleurs blancs.

En 1992 un démocrate, Bill Clinton, a remporté la course à la Maison Blanche. Immédiatement après, il s'est aligné sur la droite républicaine en affaiblissant les programmes sociaux, depuis celui de « *discrimination positive* » jusqu'à celui d'intégration scolaire (*bussing*).

**L'ABSENCE ACTUELLE** d'une direction politique des Afro-Américains doit être comprise dans son contexte social et historique. Durant la ségrégation légale « la classe moyenne noire » était forcée de rester dans le ghetto, ce qui la coupait de la « classe moyenne » blanche. Elle fournissait les dirigeants naturels des mouvements de résistance impulsés par les travailleurs Noirs.

La modification structurelle de la société capitaliste américaine après la victoire de la lutte pour les droits civiques aux cours des années 60, a transformée cette relation. La « classe moyenne noire » a obtenu non seulement une protection légale mais de plus elle a pu tirer profit des programmes de « discrimination positive ». La fracture entre les possédants et ceux qui ne possèdent rien au sein de la communauté s'est accrue. La nouvelle classe moyenne noire

s'est vue accorder une vie meilleure sans avoir besoin de se préoccuper des ses cousins pauvres. Aujourd'hui, elle peut s'identifier au capitalisme américain.

La formation d'une nouvelle classe moyenne noire a transformée la vie politique des Noirs. Les portes commencèrent à s'ouvrir dans le gouvernement, dans l'industrie et dans la politique électorale. Des milliers de Noirs furent élus à des postes publics. Le comité noir au Congrès s'est considérablement développé (40 membres aujourd'hui) et devint un enjeu politique.

Ces changements, malgré la rhétorique aujourd'hui à la mode, ont bénéficié à l'ensemble de la communauté noire. Les enfants d'ouvriers noirs purent accéder pour la première fois à des écoles et obtenir une formation qui avait été interdite à leurs parents. Malgré la réduction de l'emploi dans les plus grandes entreprises industrielles, le pourcentage et le nombre absolu des Afro-Américains occupant des emplois qualifiés et semi-qualifiés est aujourd'hui plus élevé que jamais.

**LES ANNÉES REAGAN-BUSH** ont ralenti cette tendance mais n'ont pu la renverser. En même temps les nouvelles opportunités d'avancement ont eu un effet profondément conservateur sur la communauté noire. Il en résulte un changement d'attitude envers le programme d'intégration scolaire : le *Time* notait récemment que « *ce ne sont pas seulement les racistes blancs qui tentent d'écarter les enfants des Noirs pauvres, c'est aussi l'attitude des Noirs aisés.* »(2)

Les groupes des droits civiques avaient combattu les racistes blancs sous la bannière de la Constitution « incolore ». A partir du moment où les lois sont formellement devenues « incolores », la tâche devient celle de leur mise en œuvre. Le défi devient rien moins que la mise en cause du système du profit et de la répartition des richesses.

Clinton encourage la réaction blanche lorsqu'il appelle à limiter les programmes sociaux et ceux de la « discrimination positive » qui seraient inadéquats aujourd'hui. Certains parmi la classe moyenne noire, qui

ont bénéficié directement de la discrimination positive se prononcent aujourd'hui pour sa fin. Ils croient leur position dans la société américaine acquise une fois pour toutes. Pourtant la campagne présidentielle de Pat Buchanan avait indiqué le potentiel de bigoterie et du racisme dans cette société.

**LA MARCHÉ DU MILLION** d'hommes (et aussi, malgré Farrakhan, de dizaines de milliers de femmes) à l'initiative de Louis Farrakhan l'an passé fut le seul contre-point significatif des tendances racistes en cours. Elle a montré que nombre d'Afro-Américains sont prêts à se mobiliser pour défendre leur dignité et répondre à la propagande raciste. Malheureusement Farrakhan n'est pas une réponse à l'absence de direction politique pour les Afro-Américains. Sa pensée religieuse sectaire, son point de vue réactionnaire sur les femmes, les Juifs et les homosexuels et son programme pro-capitaliste constituent un obstacle pour une lutte unie en faveur de la justice sociale. C'est aux travailleurs noirs de promouvoir une nouvelle direction. Ceux bénéficiant de salaires relativement haut, qualifiés et disposant d'emplois stables, doivent montrer la voie. Cette nouvelle direction doit lutter pour un programme radicalement démocratique, en faveur d'une restructuration du marché fondée sur le principe socialiste privilégiant les besoins humains et non les profits. Quel que soit le président élu, il faut qu'il se heurte aux exigences démocratiques du peuple. Sans cela, les républicains utiliseront le racisme et d'autres prétextes pour maintenir la division parmi les travailleurs.



\* Malik Miah est membre de la rédaction de *Against The Current*, bimestriel édité par *Solidarity* et syndicaliste à *United Airlines*. Le présent article est une traduction abrégée de l'article paru dans *ATC* n° 63 de Juillet/Août 1996.

1) Sondage réalisé par *Yankelovich Partners Inc.* pour *The New Yorker*, cité par *Associated Press*, 22 avril 1996.

2) *Time*, 29 avril 1996.



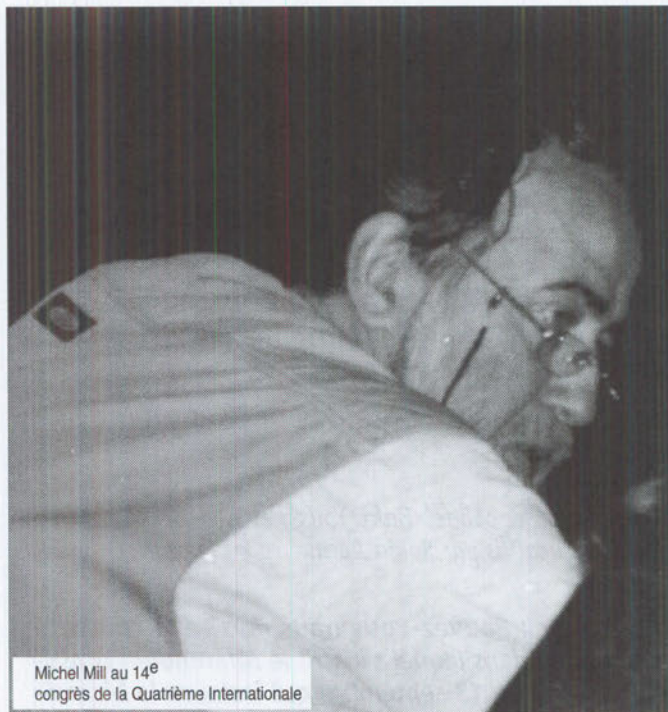


# Michel Mill

MICHEL MILL (également connu sous le nom de plume de Michel Lafitte), militant révolutionnaire, militant pour l'indépendance du Québec, militant pour les droits autochtones, militant syndical, militant internationaliste, mais aussi orateur hors pair et homme de vaste culture et aux mille contacts, est mort le 6 octobre 1996, soudainement terrassé par une crise cardiaque. L'histoire personnelle de Michel Mill est très liée avec l'histoire ouvrière du Québec des 32 dernières années, dans toutes ses dimensions tant politique et syndicale qu'internationaliste et étudiante.

Pourtant Michel Mill n'était ni Québécois ni francophone de naissance. Il fallait le savoir tant était élevée sa maîtrise du français, accent compris ; tant était profonde sa connaissance de ce Québec qu'il avait parcouru de long en large (Montréal et ses quartiers n'avaient plus de secrets pour lui). Fort jeune, Michel a choisi de venir au Québec pour y militer, pour y faire la révolution. Grâce à son héritage trotskyste acquis en Ontario au sein de la section canadienne de la Quatrième Internationale et grâce à l'impact de la jeune lutte indépendantiste d'alors, Michel avait compris que le maillon faible de la bourgeoisie canadienne, c'était la question nationale québécoise. Pour lui et ses camarades, il était dans l'intérêt de toute la classe ouvrière du Canada que le peuple québécois développe jusqu'au bout sa lutte de libération nationale et sociale. Toute sa vie, il s'est battu avec acharnement pour que la classe ouvrière du Québec arrache aux nationalistes du Parti québécois (au pouvoir depuis 1994 après l'avoir été de 1976 à 1984), la direction de la lutte pour l'indépendance. Pour lui comme pour nous il était clair que la conquête de son indépendance de classe par le prolétariat était la condition nécessaire à l'avènement d'un Québec libre.

Comme pour nous tous et toutes, les années 80 lui ont été difficiles, parfois très pénibles, quand se conjuguait à la défaite référendaire de 1980 et aux reculs profonds des luttes ouvrières et populaires l'effondrement de la prometteuse section marxiste-révolutionnaire du Québec. Mais il ne se retira pas dans une planque payante, ce qu'il était pleinement en mesure de faire, ni dans ses terres ontariennes où il avait gardé de très nombreuses amitiés. Il choisit de continuer à militer dans un Québec qui avait perdu certains de ses attraits aux yeux de la gauche du Canada et même du monde. Inutile de dire que la récente transformation du NPD-Québec (petit parti social-démocrate) en parti anticapitaliste et indépendantiste rebaptisé Parti de la démocratie socialiste (PDS), dans lequel il s'était impliqué, avait été pour lui comme pour nous une lueur d'espérance bienvenue. Cet internationaliste misait énormément sur l'Internationale de l'espérance des Zapatistes.



Michel Mill au 14<sup>e</sup> congrès de la Quatrième Internationale

Ce fut frustrant pour lui, en route pour la réunion mondiale contre le néolibéralisme au Chiapas cet été, d'être refoulé à la frontière yankee parce qu'il avait oublié, qu'à cause des Olympiades d'Atlanta, la CIA avait dépoussiéré ses listes de persona non grata. Mais son grand espoir de la dernière année, projet dans lequel il avait donné beaucoup de lui-même, fut la possibilité de la renaissance au Canada anglais, particulièrement en Ontario, d'un parti marxiste révolutionnaire digne de ce nom grâce à la fusion de Socialist Challenge, co-section de la Quatrième Internationale au Canada anglais, avec la nouvelle organisation New Socialist. Puis-ent toutes ces flammes vacillantes dans la tempête néolibérale se propager, demain ou plus tard, en un brasier rouge vif. Michel Mill avait été l'un des rares à remplir de belles bûches le poêle pour traverser le dur et interminable hiver néolibéral.

*Gauche socialiste*

*(Section de la Quatrième Internationale au Québec)*



# Coup de plumeau sur la monarchie

A l'occasion de leur passage à Paris, *Inprecor* a rencontré deux camarades de l'hebdomadaire *Annahj Demokrati* (*La voie démocratique*) (1). Dans l'entretien publié ci-dessous Abdel Baki Youssi et Mnebhi Aziz analysent la situation politique et sociale au Maroc ainsi que les enjeux du référendum sur la réforme constitutionnelle organisé le 16 septembre 1996.

*Entretien avec Abdel Baki Youssi et Mnebhi Aziz  
Propos recueillis par Sonia Leith.*

***Inprecor : Pouvez-vous nous décrire le contexte politique dans lequel s'inscrit le référendum constitutionnel du 13 septembre qui instaure le bicaméralisme ? Quel était l'objectif du pouvoir à travers cette réforme constitutionnelle ?***

**Abdel Baki Youssi :** Au début il faut signaler que la nouvelle constitution est le produit d'un rapport de forces en faveur du pouvoir marocain et cela pour plusieurs raisons. D'abord il y a l'accord de coopération avec la Communauté européenne qui renforce le pouvoir sur les plans interne et externe, ainsi que le soutien retentissant fourni par le gouvernement français au régime marocain et qui s'est manifesté dernièrement par la visite officielle du roi Hassan II en France. Sur le plan interne, il y a d'une part la « campagne d'ablution » déclenchée au début de l'année 1996 par le gouvernement marocain contre ce qu'on a appelé les trafiquants et la mafia de la drogue et de la corruption, d'un autre côté il y a les conflits internes qui traversent les partis de l'opposition et qui ont à l'évidence affaibli leur intervention et leur influence sur la scène politique. En témoignent les conflits au sein du Parti de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) à la suite de la mort du militant Mohamed Al-Bahi, les conflits au sein de l'Organisation d'action démocratique et populaire (OADP) ainsi que ceux traversant le Parti du progrès et du socialisme (PPS, ex-Parti communiste). S'y ajoutent la faiblesse des forces de la nouvelle gauche et la convention sociale conclue à la suite du dialogue entre le ministère de l'intérieur et les syndicats. Cette convention a



remis en cause les droits de la classe ouvrière marocaine et a ouvert par la même la porte devant une nouvelle phase de paix sociale qui pourrait se poursuivre plus de trois ans. Tous ces éléments ont consolidé le rapport de forces en faveur du régime marocain tout en affaiblissant celles du camp démocratique et progressiste. C'est dans ce contexte, que s'inscrit la constitution présentée par le pouvoir, une constitution qui ne répond même pas au mémorandum du bloc démocratique proposé au mois de mars 1996. La nouvelle constitution n'y a repris que deux points très secondaires relatifs à la période de législature (de six ans à cinq ans) ainsi que l'adoption de la constitutionnalité du Haut conseil de la comptabilité.

Le pouvoir a organisé ce référendum à cause des pressions extérieures et également en raison de l'impasse économique, sociale et politique dans laquelle se trouve le pays. Pour la dépasser il était indispensable de « démocratiser » les institutions. Néanmoins, la nouvelle constitution, à l'instar de sa précédente, ne stipule pas une réelle séparation des pouvoirs, par ailleurs, le parlement demeure une instance formelle. Ce qui est nouveau c'est l'adoption du bicaméralisme. Les partis du bloc démocratique ont toujours demandé que le parlement soit élu au suffrage direct sans le tiers désigné. La nouvelle réforme va entraîner la dissolution de l'actuel parlement et la mise en place d'une nouvelle Chambre des représentants, élue entièrement au suffrage direct et d'une Chambre des conseillers, désignée au suffrage indirect. Le problème de cette Chambre c'est qu'elle détient les mêmes prérogatives que

1) Voir *Inprecor*, n°396, novembre 1995.



l'autre. C'est dire même, si on suppose que le parlement soit élu d'une façon démocratique, que l'opposition réussisse à y avoir une majorité, et qu'elle parvienne à former un gouvernement d'opposition, alors cette Chambre des conseillers aura la possibilité de dissoudre ce gouvernement.

**Mnebhi Aziz :** Le pouvoir cherche à réaménager la monarchie en tant qu'institution, en prévision d'une éventuelle vacance. En effet le problème de la succession est aujourd'hui posé, et Hassan II a besoin de renforcer les institutions de la monarchie en prévision de futurs aléas. La nouvelle constitution n'a aucune valeur d'un point de vue juridique et n'apporte rien de nouveau, son objectif est encore la centralisation du pouvoir législatif, administratif et exécutif entre les mains de la monarchie parce que le roi reste la cheville ouvrière du pouvoir politique au Maroc et par conséquent le parlement ou la Chambre des conseillers n'auront aucun pouvoir effectif pour prendre des décisions. Sur le plan économique, social ou politique ces chambres ne sont que des caisses de résonance pour les choix et la politique de Hassan II.



● **Quelles ont été les réactions du bloc parlementaire de l'opposition et de la nouvelle gauche face à ce référendum ?**

**Abdel Baki Youssi :** Depuis 30 ans, à l'exception de la réforme de 1962 — approuvée par le Parti de l'Istiqlal —, toutes les constitutions ont été rejetées par les forces progressistes. La nouveauté c'est que pour la première fois des partis, surtout les partis piliers du bloc démocratique (Istiqlal et l'USFP) ont voté pour la constitution, réalisant ainsi un plébiscite politique pour le pouvoir actuel. Cela va entraîner à notre avis, en tant que gauche radicale, une crise grave. Nous étions convaincus que le bloc démocratique ne pouvait pas approuver la constitution dans la mesure où elle ne répond point à son mémorandum. Pis encore, la façon dont le pouvoir a reçu ce mémorandum a été très humiliante pour le bloc démocratique.

Les forces de la gauche radicale c'est-à-dire le courant de la Voie démocratique, le Parti de l'avant garde socialiste, le courant oppositionnel au sein de l'Organisation d'action démocratique et populaire (OADP) et d'autres courants de gauche, ont boycotté la nouvelle constitution. Cela constitue de notre point de vue un pas en avant qui inaugure une nouvelle étape vers la construction d'une alliance ou d'un cadre de lutte pour toutes ces forces radicales contre toutes les constitutions accordées, pour une Assemblée constituante et pour renforcer la bataille au sein des centrales syndicales, des organisations des droits de l'homme, des associations de femmes et des collectifs de chômeurs.

Ainsi l'USFP et le PPS ont voté pour la nouvelle constitution, tandis que l'alliance d'un ensemble de forces politiques

démocratiques a appelé au boycott du référendum. Nous avons adopté une déclaration commune à ce sujet et nous avons organisé une campagne (distribution de tracts communs, organisation de manifestations, etc.) contre la réforme. Nous venons d'apprendre que le taux de boycott a été important, surtout dans les grandes villes comme Tanger, Fès et Casablanca (selon le ministère de l'intérieur, quelque 10,16 millions d'électeurs marocains, soit 99,56 % des votants, ont voté pour et 45 324 ont voté contre, le taux de participation a atteint 82,95 % des 12,3 millions inscrits, NDLR). Naguère de 99,99 %, le dernier taux officiel de participation confirme la faible participation.

**Mnebhi Aziz :** Au Maroc on ne peut pas faire confiance aux scores officiels. Compte tenu des conditions politiques dans lesquelles s'est déroulé le référendum et du taux de boycott des dernières élections de 1993 (environ 30 à 40 %), je pense que le taux de participation ne dépasse pas les 60 %.

Mais le dilemme du pouvoir c'est que tout en ayant besoin de la caution du bloc démocratique pour le renforcement de ses institutions sur le plan économique, social et culturel, il est conscient de sa faiblesse. Les forces de l'opposition parlementaires ont toujours été incapables de défendre les intérêts du pouvoir face au désenchantement populaire. De ce fait elles ne sont pas en mesure de jouer le rôle de gardien de la paix sociale. Ces forces étaient devant deux choix : soit soutenir le pouvoir, soit rejoindre les forces populaires, ce dernier choix n'étant pas à leur portée car il exigeait une remise en cause de leur politique au moins depuis 1965-66. Certaines têtes de ces forces politiques ont des intérêts matériels à défendre et ne peuvent donc rompre avec le pouvoir. Néanmoins, ce qui est positif pour nous c'est que leur base est, d'une façon ou d'une autre, opposée à leur politique. Le rôle des forces révolutionnaires et démocratiques radicales est de gagner cette base et de lui offrir des perspectives d'action non seulement sur le plan politique mais également sur les plans social, syndical, culturel, féministe, etc. afin de favoriser la genèse d'un mouvement démocratique unifié susceptible de créer un relais entre les différents champs d'action.

● **La démarcation qui s'est opérée entre les diverses forces politiques lors du référendum ouvre-t-elle aujourd'hui concrètement de nouvelles perspectives au courant de la Voie démocratique ? Après la campagne unitaire de boycott du référendum envisagez-vous d'autres axes de mobilisation commune ?**

**Abdel Baki Youssi :** Le courant de la voie démocratique considère la campagne pour le boycott du référendum comme une simple étape. Notre courant, avant même le référendum, était présent dans des associations, dans les syndicats, au côté du mouvement Amazigh et du mouvement des femmes et des chômeurs. Le boycott du référendum ne constitue pas une étape isolée de la lutte mais, bel et bien, le couronnement d'un long processus. L'étape du référendum est importante dans la mesure où elle a ouvert de nouvelles perspectives. Elle a généré deux grands courants sur la scène politique qui traversent même les partis. A titre d'exemple, la jeunesse unioniste du parti de l'Union socialiste des forces populaires a demandé dans un communiqué publié avant la réunion de son Comité central de voter



contre la constitution, cela constitue un fait positif. L'Organisation d'action socialiste a scissionné en deux courants : un courant contre la participation et un autre, minoritaire, pour.

Ce premier mouvement de polarisation qui s'est opéré même au sein des grands partis ouvre de nouvelles perspectives. A titre d'exemple à Tanger il y a eu une rencontre entre le courant de la Voie démocratique, le Parti de l'avant garde socialiste, l'Union socialiste des forces populaires, le mouvement des chômeurs, l'Association marocaine des droits de l'homme et l'association amazigh, qui ont adopté une déclaration unitaire pour le boycott de la constitution, distribuée massivement dans la rue. La même chose s'est produite à Casablanca.

La préparation de la campagne de boycott était très courte — du 20 août au 13 septembre —, nous comptons nous donner plus de temps pour une campagne de boycott très large des prochaines élections municipales et législatives. Je pense que les résultats seront positifs. D'un autre côté nous pensons qu'il ne faut pas se limiter à la bataille électorale mais œuvrer également pour la construction d'un front large, intégrant toutes les forces radicales, afin de lutter contre le despotisme du régime makhzénien dans la perspective de construire un État moderne démocratique, tout en intégrant la lutte des classes exploitées : travailleurs, pauvres et chômeurs pour essayer d'arracher leurs droits.

**Mnebhi Aziz :** Concernant le volet syndical, il est impératif aujourd'hui de consolider le travail des militants démocratiques radicaux dans les syndicats. Parmi les tâches qui nous sont posées se trouve la question d'unifier la classe ouvrière. Cette unification passe par un travail de coordination, de renforcement des luttes syndicales dans les deux grandes centrales : Confédération démocratique du travail (CDT) et Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et pourquoi pas au sein même de la centrale réactionnaire du parti de l'Istiqlal : l'Union générale des travailleurs au Maroc (UGTM), avec laquelle la CDT a tissé une sorte d'alliance non-principielle. Donc parmi les tâches urgentes du mouvement démocratique il faut pousser les militants à consolider le travail au sein du mouvement ouvrier.

Notre tâche est également de prendre en charge les revendications les plus élémentaires du peuple marocain. Plus de 11 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est une chose inacceptable. Nous devons nous mobiliser avec ces gens pour les faire sortir de la pauvreté, pour mettre fin à cette humiliation imposée par un pouvoir qui a exproprié les meilleures terres du peuple, qui opprime ce peuple et le prive de toutes formes de dignité et de souveraineté.

Aujourd'hui le contexte permet au mouvement démocratique d'avancer des mots d'ordre plus radicaux que par le passé, parce que le pouvoir est faible. La manœuvre du référendum est une preuve de cet affaiblissement. Le rôle du courant démocratique radical est de prendre en charge certaines luttes parce qu'il est la cheville ouvrière de la lutte démocratique au Maroc. Il faut absolument renforcer et coordonner le travail syndical et œuvrer pour la convergence de tous les autres mouvements sociaux (mouvement féministe, des chômeurs, amazigh, etc.) avec la classe ouvrière, c'est la seule voie qui permette de construire le parti révolutionnaire.

## **été leur réaction vis-à-vis du référendum ?**

**Abdel Baki Youssi :** C'est la pauvreté qui a enfanté au Maroc le mouvement islamiste, ainsi que la croissance de certains phénomènes comme la prostitution et les SDF. Ce terrain a contribué à créer les conditions pour la propagation de l'intégrisme. Par ailleurs, le soutien financier offert à ces forces obscurantistes par l'Arabie saoudite ou par le commerce suspect entrepris par elles ont permis leur renforcement. Hormis la gauche radicale qui a toujours dénoncé, d'une façon principielle, les idées obscurantistes des intégristes tentant de nous faire revenir au moyen-âge, les partis politiques (principalement l'Union socialiste, le Parti de l'Istiqlal et l'Organisation de l'action socialiste) ont toujours eu une position conciliatrice — mise à part la réaction de l'Union socialiste à la suite de l'interdiction de sa réunion publique à l'Université marocaine par les forces intégristes. Pis encore, toutes les forces revendiquent solennellement la levée des restrictions sur Cheik Abdelsallem Yassin (dirigeant islamiste). Yassin lutte activement contre la démocratie : dans son livre « *Entretien avec des démocrates éminents* », il rejette toute forme de démocratie pour le Maroc. Lors de sa courte libération (deux jours) il a déclaré que tous les partis démocratiques ne sont que des partis opportunistes à la solde du pouvoir et que par conséquent il faut les combattre. Les islamistes regroupent plusieurs courants traversés par des conflits, mais globalement leur dénominateur commun demeure la thèse intégriste : contre le progrès, contre les lumières pour le retour du Maroc à 14 siècles en arrière.

Les intégristes n'ont pas pris position sur le référendum, ils n'ont donc pas appelé à voter ni pour ni contre. Leur politique consiste à éviter d'afficher leurs positions vis-à-vis du pouvoir. Ils sont actuellement dans une phase de constitution. Présents dans les universités, dans certains syndicats, ils s'ingénient à créer une série d'associations sociales et œuvrent pour apporter un soutien charitable dans les quartiers populaires. Bien évidemment ce genre d'activité leur procure une popularité et une crédibilité certaines.

**Mnebhi Aziz :** Les intégristes constituent actuellement un danger certain à cause de l'incapacité du mouvement démocratique radical à occuper la scène sociale où la souffrance et les drames sont le lot quotidien de la population. Néanmoins, les positions et l'histoire de ce courant montrent qu'il n'est qu'une marionnette entre les mains du pouvoir, de la réaction arabe et de l'impérialisme international (en premier lieu les États-Unis).

Ces forces ne luttent pas contre le pouvoir en place. Leur contradiction principale n'est pas avec le pouvoir mais avec le mouvement démocratique. En témoignent leurs positions sur des questions essentielles comme la démocratie, les femmes, etc. Les intégristes sont susceptibles de jouer dans l'avenir un rôle de briseur du mouvement démocratique. D'ailleurs, dès le début des années 90, ils ont œuvré dans ce sens mais la mobilisation et la réaction massive ont bloqué leur entreprise. La seule politique envisageable à leur égard est de les combattre en leur donnant, bien évidemment, le droit de s'exprimer en commençant par libérer leurs détenus politiques même s'ils sont impliqués dans des agressions contre des militants démocrates. Personnellement je pense que la lutte contre ces courants afin de les marginaliser, les démasquer, est une lutte d'ordre philosophique, culturel et politique qui doit être surtout dirigée vers les quartiers populaires qui constituent leurs bastions.





# Paysage syndical

**Inprecor a rencontré Roland Oldham, secrétaire général de la Confédération des syndicats indépendants et démocratiques (CSID) en Polynésie. L'entretien porte sur la genèse du syndicat et sur la situation sociale en général.**

*Propos recueillis par Laurent Durose*

**Inprecor : Tu es le secrétaire général de la CSID, comment ce syndicat s'est-il formé, et quelles sont son influence et ses activités ?**

**Roland Oldham :** La confédération des syndicats indépendants et démocratiques des travailleurs polynésiens a été fondée en juillet 1992. Il est nécessaire de réformer le paysage syndical polynésien qui ne semble pas tenir compte de certaines aspirations du peuple. Le syndicalisme doit s'ouvrir davantage et aller au-delà des revendications exclusivement salariales. Il doit considérer avec une attention toute particulière les problèmes qui menacent la paix dans le monde et pourraient mettre en péril l'existence même de l'humanité toute entière.

Notre syndicat est aussi le premier et le seul en Polynésie à se prononcer clairement pour l'autodétermination du peuple polynésien dans la perspective du libre exercice de sa souveraineté nationale, conformément à l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et de la Charte des Nations Unies.

Nous sommes une organisation jeune, à peine trois ans et demi d'existence. Avec une direction nouvelle, antinucléaire et anticolonialiste. Notre implantation dans les entreprises n'est pas chose facile, les employeurs pour la plupart venant de France, ont un comportement de conquérant colonialiste. Malgré ces difficultés, nous sommes bien représentés dans les grandes surfaces, le petit commerce et la grande hôtellerie à Bora-Bora, une île à vocation touristique. Pour l'instant nous regroupons plus d'une quinzaine de syndicats au sein de la confédération.

Dès sa mise en place en juillet 1992, nous avons été présents sur le terrain. Nous avons participé à des occupations de



propriétés terriennes pour protester contre les installations de multinationales, qui, au nom du développement, soutenues par un gouvernement local corrompu, ont l'objectif de se remplir les poches pour investir ailleurs et dépouiller le peuple de ses ressources naturelles. Nos premières grèves ont débuté dans les supermarchés « Continent » avec blocage total de l'entreprise pour arriver à des solutions rapides. 1993 a vu notre participation à la grève générale contre le gel des salaires proposé par une organisation syndicale (A TIA I MUA). En 1994 nous avons également participé à la grève générale contre un impôt de solidarité (solidarité que par le nom, car dans la réalité les petits salaires étaient les plus touchés, les gros salaires, les patrons, les riches perliculteurs échappant complètement à cet impôt).

● **Peux-tu nous décrire le paysage syndical polynésien ?**

Le paysage syndical polynésien est des plus morose à notre goût. A part pour un ou deux mal-vus par le gouvernement, l'esprit de lutte pour les classes les moins favorisées, contre l'injustice sociale et la corruption des dirigeants politiques et des nantis du système nous semble insuffisant.

Les grandes organisations se disent toutes apolitiques, et pourtant elles sont trop souvent à la botte du pouvoir gouvernemental. On veut absolument faire bonne figure à ses yeux et pour ce faire, beaucoup de syndicats sont silencieux face aux problèmes de contamination de l'environnement, des ressources naturelles et leurs effets négatifs sur la santé des populations et des travailleurs de Moruroa. Ils n'osent pas mener de réflexion sur la question de la souveraineté nationale, point



important du droit du travailleur citoyen polynésien qui doit décider de son développement économique et du type de société dans lequel il souhaite évoluer.

En 1<sup>ère</sup> place se trouve l'USATP, l'Union des syndicats autonomes des travailleurs polynésiens, affilié à Force ouvrière, composée majoritairement de fonctionnaires de l'administration et de la Défense.

En 2<sup>ème</sup> place vient la Fédération des syndicats de Polynésie Française (FSPF) avec une majorité des employés du service public.

En 3<sup>ème</sup> place vient le syndicat « A TIA I MUA », affilié à la CFDT. C'est un syndicat divisé sur la prise de position anti-nucléaire de son secrétaire général qui n'a pas été suivi par la plus grande partie de ses adhérents pendant la grève du mois de septembre 1995 qui s'étant terminée par l'incendie de l'aéroport de FAAA.

### ● *Hiti Tau est le Conseil National des ONG du Pays Maohi, pourquoi avoir participé à sa constitution ?*

Après la formation de notre confédération en juillet 1992, nous sommes devenus un des membres fondateurs du réseau d'ONG du pays MA'OHI. Cette démarche nous semble tout à fait logique puisqu'elle s'inscrit dans une réflexion et une recherche d'alternatives nouvelles qui se situent complètement en dehors d'un système basé sur la dépendance, l'assistanat et la corruption ne faisant que renforcer le pouvoir du territoire et maintenir le colonialisme en place.

Les ONG ont un rôle important à jouer dans le développement économique de la Polynésie, dans l'application des droits de l'homme et des droits du peuple « MA'OHI » bafoués sans cesse par le gouvernement et l'État colonial.

Plus de 150 ans de méfaits du colonialisme sur les valeurs traditionnelles, les problèmes sociaux, l'exclusion dans laquelle notre jeunesse se trouve et la spoliation de nos ressources naturelles nous poussent à croire que le colonialisme et le système en place doivent être absolument éliminés. Nous devons participer à l'émancipation des populations de base en travaillant sur les questions suivantes :

- micro projets et développement durable des pays et des États insulaires ;
- protection de l'environnement naturel et social ;
- revendication foncière ;
- droit à l'identité culturelle
- droit à l'autodétermination des peuples autochtones ;
- droit à la souveraineté nationale.

Nous pensons que travailler dans un réseau d'ONG nous donne des moyens plus grands, une solidarité plus large pour affronter les problèmes que nous rencontrons dans la société d'aujourd'hui.

### ● *Quelle est la place des jeunes dans la société polynésienne, et plus généralement peux-tu nous décrire la situation sociale en Polynésie ?*

Les jeunes d'un certain milieu, pour la plupart des Polynésiens, sont exclus du système à un âge précoce. Le système éducatif est inadéquat, les moyens manquent cruellement et

leur scolarité s'arrête avant même la fin de l'école primaire. Ils n'ont rien à espérer de la politique actuelle. Ils sont sans emploi et n'ont aucune chance d'en trouver. Les événements de septembre dernier ont été des moments où les jeunes exclus ont exprimé leur colère contre une société injuste.

C'est un problème très grave pour lequel les hommes politiques n'ont pas l'air de s'inquiéter beaucoup. Pourtant plus de la moitié de la population en Polynésie a moins de 20 ans. Le taux de chômage des jeunes n'est pas précisé dans les statistiques du territoire, mais nous l'estimons à plus de 30 % chez les jeunes jusqu'à l'âge de 25 ans. C'est une situation préoccupante qui risque de faire sauter en éclats la société dans un avenir très proche et donne une occasion supplémentaire à l'État français d'envoyer en Polynésie des centaines de gendarmes et de militaires armés pour apprendre aux Polynésiens à respecter l'Ordre public.

### ● *Economiquement, quelles ont été et quelles sont les conséquences de l'installation du CEP ?*

L'arrivée du CEP en Polynésie en 1962, a produit des effets sur l'économie du territoire, sur le social et sur l'environnement naturel. C'est le début d'un développement sans croissance économique.

La rente économique a provoqué sur l'économie locale :

- l'importation massive de produits ;
- le niveau élevé des prix ;
- l'abandon des activités traditionnelles destinées à l'exportation ou à l'autoconsommation (vanille, café, coprah...)
- une alimentation déséquilibrée ;
- une fonction publique pléthorique ;
- une désaffection à l'égard des activités agricoles ou manufacturières au profit du commerce.

Sur le social :

- des bouleversements importants dans la famille traditionnelle polynésienne ;
- l'abandon des valeurs traditionnelles : entraide, réciprocité, partage, esprit de communauté ;
- l'augmentation d'activités criminelles (vols, prostitution, drogue, délinquance) liées directement à l'existence d'une richesse très mal répartie entre les privilégiés du système et les exclus.

Sur l'environnement naturel :

- l'augmentation de la consommation implique automatiquement des problèmes de pollution : sonore, toxique, produits non dégradants etc., lesquels n'ont pas été pris en compte dès le début par une éducation et une gestion convenables des ordures ménagères ;
- les lagons pollués par les rejets d'usines, hôtels et autres ;
- les rivières saccagées par les extractions sauvages ou autorisées, détruisant leur cours naturel.

### ● *Est-ce que la CSID a mené une réflexion sur l'après-bombe et sur l'indépendance, quelles propositions faites-vous pour une autre organisation économique du Pays Maohi ?*



Notre participation à la constitution du réseau des ONG Hiti Tau et du Conseil des ONG du pays maohi est déjà l'expression d'une volonté de direction nouvelle et de mener des réflexions sur la souveraineté du peuple maohi. Le développement dans notre pays ne peut pas être conçu avec la seule vision occidentale car sa conception du développement et en général de l'économie est placée dans une optique purement capitaliste : le rendement, le bénéfice coûte que coûte, la compétitivité à outrance, le gain au détriment des valeurs traditionnelles. L'argent est mis en avant et on perd toute considération pour l'homme. Les exemples multiples nous montrent l'échec du système capitaliste où les pauvres, les exclus, les SDF, même en Amérique, deviennent un problème majeur alors que le revenu moyen par habitant est plus que suffisant pour éviter la pauvreté. Nous devons en Polynésie organiser économiquement le pays de façon telle que la préoccupation première soit l'homme en général et non l'individualité. L'objectif doit être le développement basé sur l'identité, la culture de l'homme, son environnement et non son exploitation par l'argent.



Dès la scolarité, le clivage des classes sociales est apparent. Le système éducatif n'est pas adapté à notre réalité, y compris à ses aspirations propres. Ce qui peut être satisfaisant ailleurs ne l'est pas systématiquement pour tous les peuples. Le cas de l'échec scolaire est flagrant. Nous voulons être les décideurs de notre avenir, les acteurs principaux de notre propre développement économique selon notre choix. Ce qui n'est pas vraiment le cas

puisque nous subissons trop souvent l'agression de l'argent qui fausse les réalités. C'est le néocolonialisme auquel il est d'autant plus difficile d'échapper que l'étau se resserre davantage à mesure que les faux besoins deviennent une nécessité dont le peuple semblerait ne plus pouvoir se passer. Parallèlement le Polynésien est dépouillé de ses richesses naturelles qui sont exploitées pour le bénéfice de quelques uns au nom d'un soit-disant développement économique, quand elles ne sont carrément pas volées par le jeu judiciaire ou par celui de la politique au bénéfice de l'État ou du gouvernement corrompu. Le gouvernement territorial et la plupart des hommes politiques sont partie prenante pour les grands projets avec des investisseurs étrangers : les multinationales n'hésitent pas à glisser des pots de vin aux décideurs qui peuvent ainsi financer leurs campagnes électorales et acheter des voix. Rien de bien nouveau, ils ont tout copié sur la France. En Polynésie, c'est sans doute plus grave. La Lyonnaise des eaux jouit de tous les droits au nom de l'utilité publique, pour dépouiller les propriétaires de leurs terres afin d'installer des canalisations. Ces propriétaires usagers sont pourtant astreints à régler de faramineuses factures pour l'eau courante qu'ils avaient auparavant gratuitement.

● **Tu étais en 1994 au congrès de l'USTKE, en décembre 1995 à celui de la CGT, les relations inter-**

**nationales sont-elles importantes pour la CSID, et comment les envisages-tu ?**

Les relations avec l'USTKE datent de la création de notre organisation en 1992. Les camarades Kanaks nous ont encouragés, soutenus, conseillés dans les moments difficiles dès le début de notre histoire. L'USTKE reste pour nous une source d'inspiration et un soutien important dans notre vie syndicale. Nous avons des philosophies qui se rejoignent. Comme l'USTKE notre syndicat est une organisation anticolonialiste, pour la libération de nos peuples et opposée aux armes nucléaires. A travers l'USTKE nous avons établi des contacts avec la CGT. J'ai rencontré des dirigeants de la CGT à plusieurs reprises pendant les congrès de l'USTKE et en juillet 1995 pendant la campagne antinucléaire à Tahiti. Invité au 45e congrès de la CGT en décembre 1995, je suis intervenu sur le nucléaire et le colonialisme français en Polynésie. Mon intervention a été fortement applaudie par les congressistes et publiée dans le journal de la CGT *Le peuple*. En ce qui concerne la question de l'indépendance, c'est un droit inaliénable, c'est une lutte légitime pour tout peuple colonisé. Mon intervention à ce sujet a été bien reçue et la CGT tant en Kanaki qu'en Polynésie a toujours condamné le colonialisme Français.

Les relations que nous avons avec l'USTKE, la CGT ou d'autres organisations sont, pour nous, très importantes. Nous avons besoins d'être solidaires pour aller plus loin dans la lutte. Nous avons besoin de nous épauler les uns les autres, d'échanger nos informations et nos expériences. Les grandes organisations doivent aider les plus petites à progresser dans leurs combats contre l'injustice et contre les différentes formes de dictature et de colonialisme. Le nucléaire, la dictature économique, le colonialisme, les crimes perpétrés par les super-puissances contre les minorités sont autant de sujets inquiétants contre lesquels nous avons tous le devoir d'agir.





Revue mensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la  
responsabilité du Secrétariat  
unifié de la IVE  
Internationale.

Les articles signés ne représentent pas  
nécessairement le point de vue de la  
rédaction.

\*  
Editée par PECI Sarl au capital de  
50 000 F, SIREN n° 391 857 562

\*  
Rédaction — Administration :  
PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX  
11, France  
Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61  
E-Mail : 100641.2324@compuserve.com

\*  
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski  
C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

\*  
Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

\*  
Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL,  
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

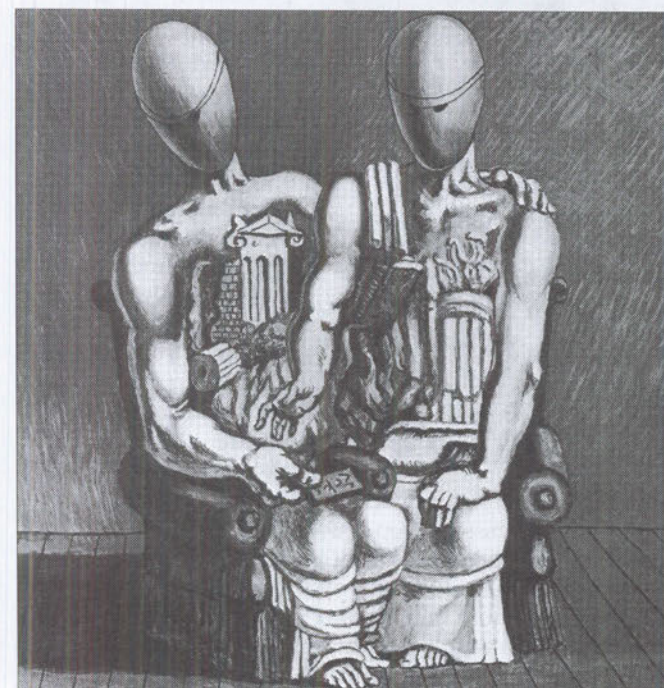


# Incertains lendemains électoraux

Après les élections du 14 septembre (1), l'État « souverain » de Bosnie-Herzégovine (B-H) est sous perfusion : sous protectorat étranger déguisé. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a déterminé quand et comment devaient se tenir ces élections — et les élections municipales prévues pour fin novembre. Le FMI nommera le gouverneur de la Banque centrale. Et les « tuteurs internationaux » auront leur mot à dire dans bien d'autres institutions mises en place à l'ombre de l'OTAN qui demeurera avec des effectifs réduits après la fin du mandat de l'actuelle IFOR (*Implementation Force*) en décembre. Jusqu'à quand et pour quoi faire — le savent-ils eux-mêmes ?

*Par Cathrine Samary*

LA CONTRADICTION DES ACCORDS est là : essayer d'arrêter la guerre en entérinant ses résultats (le découpage ethnique du pays par les partis nationalistes dominants) tout en demandant à ces mêmes partis (grands vainqueurs de ces élections) de régner ensemble sur un pays unifié... Pour pouvoir entériner les résultats des élections l'OSCE a forcé Biljana Plavsic, ultra-nationaliste bosno-serbe qui a succédé à Radovan Karadzic à la présidence de la Republika Srpska (RS), à déclarer publiquement sur les chaînes de sa télévision que les élus de son parti (le SDS) respecteraient les institutions communes... alors qu'ils ont fait campagne sur le thème opposé. Les pressions ont été aussi intenses pour dissoudre l'Herceg-Bosna, État croate auto-proclamé qui fait obstacle au fonctionnement de la Fédération croato-musulmane (deuxième « entité » du pays). L'effet pratique de ces pressions reste pour l'instant bien limité. Pourtant les trois candidats nationalistes victorieux (le Serbe Momcilo Krajisnik, le Croate Kresimir Zubak et le Musulman Alija Izetbegovic) ont dû former une présidence collégiale chargée de la politique étrangère et de la monnaie du pays. Alija Izetbegovic, ayant eu le plus de voix, sera pour deux ans (jusqu'aux prochaines élections) le premier président bosniaque de l'après-Dayton. Mais sa rencontre à Paris avec le président serbe Slobodan Milosevic, début octobre, et les accords qu'ils ont signés impliquant reconnaissance réciproque des deux États, ont immédiatement été contestés par le co-président bosno-serbe Momcilo Krajisnik...



On mesure là la force et les faiblesses de la Pax americana : elle a consolidé Milosevic (au détriment du dirigeant ultra-

1) Il s'agissait d'élire à la fois les présidents et les parlements 1°) de la B-H et 2°) de chacune de ses entités — la Republika srpska, entité serbe sur 49 % du territoire ; et la Fédération croato-musulmane (souvent dite « la Fédération ») sur 51 %. Le Parlement de B-H comporte une Chambre des représentants (42 sièges pour la Fédération et 14 pour la RS) et une Chambre des Peuples (avec parité nationale des trois peuples bosniaques : Croate, Serbe et « Boshniaque » — terme par lequel on désigne désormais les « Musulmans » bosniaques en tant que peuple) dont les membres sont élus par les assemblées des deux entités. Le Parlement fonctionne avec droit de veto pour chaque communauté. Le président de la RS y est élu au suffrage universel, ainsi que le Parlement où n'importe quel parti peut se présenter. Le Président de la Fédération est élu par son Parlement (bi-caméral), mais avec deux peuples reconnus seulement, croate et « boshniaque ». La présidence collégiale de B-H comporte un Serbe (élu en RS), un Croate et un « Boshniaque » (Musulman) élus dans la Fédération.



nationaliste bosno-serbe Radovan Karadzic poursuivi pour crimes de guerre) — alors que le SDS de Karadzic est majoritaire en RS (sa candidate à la présidence de la RS a obtenu 60 % contre 12 % pour celui soutenu par une coalition proche de Milosevic)... Milosevic a joué le jeu de la reconnaissance de tous les États voisins (ce qui désormais inclut la B-H) pour obtenir la levée des sanctions et une reconnaissance internationale — tout en essayant de consolider son poids en RS. Mais les chefs de guerre bosno-serbes, qui ont puisé leur raison d'être dans la construction de « leur » État, n'y renonceraient pas aisément ;

■ mais la Pax americana s'est surtout appuyée sur une consolidation de l'armée et du pouvoir du président croate Franjo Tudjman. Elle a misé sur la Fédération croato-musulmane pour équilibrer le poids de la Serbie et offrir une issue autre qu'un État musulman aux « Bosniaques » (Musulmans). Mais la politique grand-croate de Tudjman et de son ministre de la Défense, Gojko Susak - Herzégovien d'extrême-droite — fragilise la Fédération...

**LES POPULATIONS VEULENT** certes l'arrêt des combats. Mais deux-tiers des habitants de BH ne vivent plus là où ils vivaient avant la guerre... Le droit au retour ne peut pas être « individuel ». Beaucoup de ceux qui sont à l'étranger n'ont pas usé de leur droit de vote. Ils ont pu craindre qu'en votant, ils ne s'engagent en fait dans une procédure de renvoi forcé « chez eux » (c'est en train de se passer en Allemagne), sans garantie aucune de retrouver maison, emplois et protections... si leur « chez eux » n'est pas dans les bonnes « entités ». Même sans manipulations de la part des partis nationalistes, la « schizophrénie » des réfugiés est fatale : il y a ce qu'ils souhaiteraient (vivre « chez eux »), d'une part ; et il y a d'autre part les quelques droits et protections qu'ils essayent d'obtenir pour eux et leurs enfants, là où ils vivent aujourd'hui. Telle est la base matérielle formidable du vote majoritaire « communautariste » renforcé par les pressions et promesses des partis nationalistes — grands vainqueurs de ces élections. Les partis nationalistes dominants exploitent leurs positions de pouvoir pour développer chacun un clientélisme doublé de menaces et d'un contrôle des principaux médias. Et ils bénéficient de la défiance populaire envers « les autres »...

« Les autres », ce sont d'abord les « grandes puissances » dont tout « diktat » produit un réflexe nationaliste. Cela a pu être un facteur de victoire pour le SDS de Karadzic — après les pressions étrangères pour obtenir la mise à l'écart de celui-ci, et face au soutien que Milosevic reçoit en revanche de la part des gouvernements occidentaux... Contre Milosevic pèse aussi en RS le souvenir d'un blocus de Belgrade et d'une Serbie qui s'est fermée aux réfugiés bosno-serbes et a abandonné les Serbes de la Krajina de Croatie... D'où le score modeste de « l'Alliance pour la paix et le progrès » dirigée par le Parti socialiste de RS (petit frère du parti de Milosevic) — dont le candidat a obtenu 12 % de voix. Une combinaison de facteurs a joué aussi dans la victoire d'Izetbegovic contre son adversaire et ex-premier Ministre, Haris Siladzic : celui-ci, très populaire il y a quelques mois, incarnait parmi les Musulmans l'aile laïque et pro-américaine du SDA dont il a scissionné récemment pour former son « Parti pour la B-H ». Son faible score face à Izetbegovic tient à la fois à des réflexes d'exaspération devant les comportements impérialistes des États-Unis, mais aussi les incertitudes du programme de Siladzic. Izetbegovic a évidemment aussi bénéficié de la volonté de concentrer les votes sur celui qui avait le plus de chance de recueillir plus de voix que le candidat ultra-nationaliste serbe (Momcilo Krajisnik) explicitement dévoué à la cause de l'éclatement de la Bosnie... Enfin, dans toutes les communautés, « les autres » ce sont ceux dont on craint une

politique revanchiste...

La faiblesse des oppositions anti-nationalistes tient aux incertitudes et limites de leurs programmes : la défense d'une citoyenneté abstraite accompagne souvent les projets de privatisations qui n'offrent qu'un avenir de chômage à la grande masse des populations. Les partis nationalistes, avec leur projet d'étatisation en leur faveur, semblent offrir davantage de protections sociales... à leur communauté. En outre, les populations perçoivent souvent les divisions de l'opposition comme des affaires de pouvoir personnel — ce qu'elles sont en grande partie. Haris Siladzic et son « Parti pour la BH » a refusé d'établir une coalition avec les Partis anti-nationalistes de la « Liste Unie ». Celle-ci s'est regroupée autour du parti du maire de Tuzla, Selim Beslagic (et resterait majoritaire dans la ville de Tuzla, même si le SDA l'emporte au niveau du canton). Le bilan des votes pour ces formations reste plus modeste qu'elles ne l'espéraient.

**AU PARLEMENT DE BH**, en dehors des trois partis dominants, seuls sont représentés l'Alliance pour la paix et le progrès proche de Milosevic, le Parti pour une B-H de Siladzic et la Liste unie — avec chacun deux sièges (2). Le parti libéral a été laminé.

Mais dans un tel contexte, 40 % contre le parti de Karadzic en RS, ce n'est pas rien. Et les votes musulmans ont été plus importants que prévus dans cette entité. Le SDA, parti d'Izetbegovic, sera représenté au Parlement de l'entité serbe, à côté d'autres partis de la Fédération. Les conflits de pouvoirs internes à la RS et avec Belgrade et la question du contrôle des forces armées et de la police seront un enjeu de coulisse essentiel... Le besoin de rétablir des communications et relations économiques avec la Fédération s'imposera de plus en plus. Certes... la Fédération elle-même peut éclater. Mais Mostar (« capitale » de l'Herceg-Bosna) a été théoriquement unifiée, et la résistance aux diktats des bandes fascistes croates qui veulent empêcher toute vie commune avec les Musulmans commence à se manifester. C'est dire, en dépit de l'extrême fragilité de la situation, la possibilité que se poursuive une résistance contre les nationalismes exclusifs. Cela passe par la lutte contre le nettoyage ethnique de la langue qui a commencé dans la RS, par l'exigence de fonds publics pour des écoles laïques, par le contrôle de l'aide à la reconstruction qui doit servir au rétablissement des communications, par le développement d'une vie syndicale réelle en défense du droit à l'emploi, quelle que soit sa nationalité... Au-delà du cessez-le-feu, la paix se construira aussi sur une démocratie où tou(te)s les citoyen(ne)s et toutes les populations bosniaques doivent se sentir représenté(e)s. Les débats pour une Constituante seraient dans l'avenir aussi l'expression d'une remise en cause de ce « protectorat » qui puise ses règles dans celles des partis nationalistes. Ce sont les populations elles-mêmes qui devront régler leurs comptes aux fauteurs et profiteurs de guerre.

Un « Parlement de l'Alternative citoyenne » s'est mis en place en Août à Tuzla (où la Liste unie semble rester majoritaire), regroupant des associations de tout le territoire de la BH. Face à la victoire annoncée des partis nationalistes, la résistance de « ceux d'en bas » pour une existence et des droits où chacun(e) trouve sa place est plus que jamais essentielle.



2) Il y a 42 sièges dans la Chambre des représentants ; 28 pour la Fédération (le SDA aurait obtenu 17 sièges, le HDZ croate 7, l'opposition 4) ; 14 sièges pour la RS (le SDS aurait 9 sièges, la coalition proche de Milosevic 2 et... le SDA 3).



# Les exclus d'un continent

L'écrivain Eduardo Galeano (1) explique que la division internationale du travail consiste en ce que la spécialisation de certains pays est de gagner, alors que celle d'autres est de perdre. Malheureusement, nous avons touché le lot perdant. Un seul chiffre confirme cette réalité obscène : avec une part de 4,5 % du commerce mondial, l'Amérique latine a passé ces dernières décennies du statut de région exploitée à celui de région exclue. Dès lors, qui va encore se soucier des presque 200 millions de pauvres, de misérables et d'indigents qui survivent dans ces parages ?

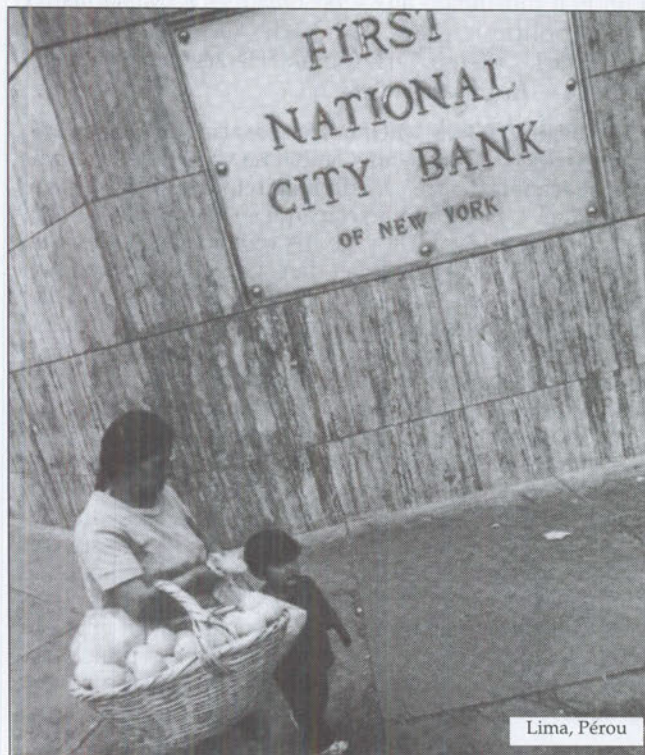
Par Ernesto Herrera

Membre de la direction du PST (section de la QJ en Uruguay) et directeur de la revue *Mas Alla*.  
(Montevideo, août 1996)

ADAM SMITH (2) RACONTE qu'aux débuts de la civilisation l'homme travaillait librement la terre et arrivait à en vivre, même si, comme les fruits qu'il en tirait étaient limités, les échanges étaient rares également. Il apaisait les grondements de son estomac et satisfaisait ses besoins les plus élémentaires de manière simple et rudimentaire : « *Lorsqu'il a faim, il va chasser en forêt ; lorsque son vêtement est usé, il se couvre de la peau du premier grand animal qu'il tue ; lorsque son abri commence à s'écrouler, il le répare du mieux qu'il peut avec les arbres et les branchages qu'il trouve à proximité* »

### PIRE QU'AU DÉBUT

Aujourd'hui, au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, presque la moitié (46 %) de la population latino-américaine en revient à vivre — par la grâce des politiques économiques des disciples modernes du célèbre écossais — littéralement de chasse et de pêche, comme c'était le cas au moment de cet « état primitif ». Avec cependant quelques circonstances aggravantes. Ils ne peuvent pas travailler la terre (parce qu'ils ne la possèdent pas). S'ils sortent chasser des animaux (domestiques) pour se nourrir, ou s'ils coupent un arbre pour se construire



Lima, Pérou

une maison, ils finiront en prison ou au cimetière. C'est ce que les élites dominantes et parasites appellent la « modernisation ». Mais la tromperie ne s'arrête pas là. Jusqu'à il y a quelques années, la pauvreté et la misère étaient comprises comme le résultat de l'injustice sociale. Personne, même pas la droite la plus archaïque, ne le niait. Cependant, aujourd'hui, avec l'hégémonie tiédasse du discours néo-libéral omniprésent, la pauvreté est présentée comme le juste châtiment de « l'inefficacité » et du « sous-développement ». C'est ce que claironnent les organismes financiers internationaux, leurs gérants locaux (les gouvernements) et bien des intellectuels de gauche qui, après la chute du mur de Berlin, ont fini par s'incliner inconditionnellement devant ceux d'en haut.

### PEU ONT BEAUCOUP... BEAUCOUP ONT PEU

17 300 millions de dollars sont dépensés chaque année en Amérique latine pour les armées, soit l'équivalent de la dette

1) Eduardo Galeano (1940-), écrivain uruguayen, auteur notamment de : *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Terre humaine, 1981, éd. espagnole, 1971 ; *Mémoires du feu*, 3 vol., Plon, 1985-1998 ; *La découverte qui n'a pas encore eu lieu*, Messidor, 1992.- Réd.

2) Adam Smith (1723-1790). Auteur des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* (1776), il est considéré comme le fondateur de l'économie politique classique.



extérieure cumulée de la Bolivie, de l'Equateur, du Guatemala, du Paraguay et de l'Uruguay (enquête de la Fédération latino-américaine des Sciences sociales — Flasco). La dette extérieure de tous les pays latino-américains est actuellement de 533 milliards de dollars, quand bien même la plupart des gouvernements ont payé ponctuellement et servilement les intérêts. Le plan Brady (3) a imposé l'idée que les créances à l'égard des pays d'Amérique latine pouvaient être utilisées pour financer l'achat de sociétés privatisées. Malgré cela, la dette nette du continent a augmenté de 7,5 % durant la seule année 1995. Dans ce contexte d'escroquerie et de gaspillage gigantesques, un Latino-Américain sur trois survit — ou du moins essaie — avec moins d'un dollar par jour. L'impunité dont bénéficient les seigneurs de l'argent et leurs fonctionnaires est sans limite. Carlos Hernandez, responsable à la J.P. Morgan des marchés latino-américains déclarait récemment que « l'Amérique latine est une région d'avenir, et qu'il faut y être présent » (*The Wall Street Journal Americas*, 1er juillet 1996). Il faisait évidemment allusion au gâteau latino-américain que les banques se partagent en achetant des bons de la dette



extérieure ou des entreprises publiques, ainsi qu'en investissant dans les systèmes de sécurité sociale et de santé en voie de privatisation. Quelques semaines auparavant, la réunion annuelle des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID), à Buenos Aires, avait été l'occasion

de chanter les louanges des réformes structurelles ainsi que de la réduction du déficit budgétaire et de l'inflation, obtenues grâce à de brutaux plans d'ajustement structurel. Simultanément, l'« effet tequila » (4) ne semblait plus être une menace dans la plupart des pays du continent. Dès lors, tous les espoirs semblaient permis pour un nouvel afflux de capitaux étrangers censés nous sortir du sous-développement et nous plonger jusqu'au cou dans la mondialisation. Sans oublier bien sûr de verser des larmes de crocodile sur l'augmentation du chômage et de la pauvreté. De toute manière, la banque de la corruption (comme on appelle ici la BID) considère qu'« avec un effort supplémentaire » dans l'application des programmes économiques gouvernementaux, « il serait possible d'imaginer une économie plus diversifiée, avec des institutions fiscales, financières et monétaires solides ». Ce qui permettrait, pour reprendre la formule de Paul Samuelson, de « transformer le dinosaure de l'instabilité [qu'était l'Amérique latine] d'avant les réformes, en un lézard, après les réformes » (*Semanario Posdata*, Montevideo, 20 mars 1996). Selon ces technocrates, les recettes pour assurer le redressement économique de l'Amérique latine sont celles qui ont déjà été appliquées, avec les conséquences désastreuses que l'on sait : libéralisation du commerce, création de nouvelles entreprises, stabilité des prix et clarification des droits de propriété. L'imagination de ces maîtres de l'arnaque est déci-

dément sans limites. Car l'économie réelle, celle dont souffrent chaque jour des millions de Latino-Américains, évolue de manière très différente. Alors que se déroulait cette réunion des gouverneurs de la BID, un rapport publié par la prestigieuse revue *América Economía* de mars 1996 et basé sur les chiffres de la Banque mondiale mettait les choses crûment à leur place : l'inégalité sociale atteint des proportions scandaleuses en Amérique latine. La part des revenus dont s'accaparent les 10 % les plus riches de la population est de 51,3 % au Brésil ; de 45,8 % au Chili ; de 42,1 % au Panama ; de 39,5 % au Mexique et en Colombie ainsi que de 35,4 % au Costa Rica. A l'opposé, les 20 % les plus pauvres recueillent quelques misérables miettes : 2,1 % au Brésil ; 3,3 % au Chili ; 2 % au Panama ; 4,1 % au Mexique ; 3,6 % en Colombie ; 4,5 % au Pérou et 4 % au Costa Rica.

La Banque mondiale elle-même le prédit : le rythme de croissance prévu en Amérique latine pour la prochaine décennie ne sera pas suffisant pour garantir un niveau de vie plus élevé. La raison en est simple : dans cette région du monde, le nombre de pauvres, disposant d'un revenu quotidien inférieur à deux dollars par jour, augmente de deux personnes par minute. Parmi les miséreux, 86 millions vivent en fait avec moins d'un dollar par jour. Les enquêtes les plus récentes effectuées par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) indiquent qu'au milieu des années 90 près de 200 millions de Latino-Américains — soit 46 % de la population totale — n'étaient pas en mesure de satisfaire leurs besoins élémentaires, tandis que 94 millions — 22 % de la population — vivaient dans une situation de pauvreté extrême. 196 millions d'habitants du continent doivent survivre avec des revenus inférieurs à 60 dollars par mois, ce qui donne une idée de leurs difficultés économiques. D'un autre côté, plus de 60 millions de Latino-Américains vivent dans une situation de « faim chronique », selon les catégories utilisées par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Un rapport du Système économique latino-américain (SELA) annonce que l'Amérique latine deviendra en l'an 2000 la région la plus urbanisée du monde. 70 % des travailleurs vivent dans les villes ; cependant environ 15 % d'entre eux occupent des emplois à basse productivité. En fait, 56 % des travailleurs latino-américains et des Caraïbes travaillent dans le secteur informel ; pour 100 nouveaux emplois créés, 83 le sont dans le secteur informel.

Les indigènes qui, avec 34 millions de personnes, représentent 8 % de la population sont parmi les plus touchés par les politiques d'exclusion à l'œuvre. Ils en constituent la frange la plus vulnérable. Ils souffrent davantage de maladies et de dénutrition ; ils n'ont pratiquement aucun accès à l'éducation. Ils sont les pauvres parmi les pauvres, dont les revenus ne dépassent jamais les deux dollars par jour. En même temps, les jeunes entre 15 et 25 ans sont les plus fortement frappés par le chômage et la marginalisation. Pour cette tranche d'âge, l'homicide est la deuxième cause de décès. On compte presque 20 assassinats pour 100 000 habitants en

3) Présenté le 10 mars 1989, le plan Brady, du nom du secrétaire américain au Trésor de l'époque, a concerné avant tout des pays du Tiers Monde à revenu moyen et fortement endettés (Mexique, Argentine, etc.). Pour l'essentiel, il a consisté en une réorganisation de leur dette, allégeant très légèrement la charge des intérêts annuels, mais consolidant l'obligation de la rembourser dans sa totalité.

4) Effet tequila : expression utilisée après la crise du peso mexicain, fin 1994-début 1995 pour désigner les répercussions en chaîne de cette crise sur les autres pays d'Amérique latine.



## Menu à l'argentine

Au moment même où ; le président Menem essayait de convaincre une délégation d'investisseurs étrangers que son pays était prêt à entrer dans le cercle sélect des gagnants, une source aussi digne de foi que la CNN diffusait dans le monde entier les images de l'Argentine réelle : des gens en train de manger des chats. CNN ajoutait que les tortues et les serpents font également partie du menu de milliers d'habitants de la ville de Rosario (province de Santa Fé), la deuxième plus importante du pays, où ; le taux de chômage atteint les 50 %. Ces informations de la chaîne nord-américaine ont déclenché un scandale dans les cercles frivoles du pouvoir. Même la très conservatrice Eglise catholique a dû sortir de sa réserve et critiquer la politique économique du gouvernement. Cependant, la réaction la plus énergique est venue de Margarita Montero, ex-lavandière et repasseuse de 49 ans, actuellement au chômage, comme tant d'autres : « *Nous ne mangeons pas de serpent. Nous mangeons des chats. Avec de l'ail, du persil, du poivre, du piment moulu... C'est un régal* » A Pergamino (province de Buenos Aires), des centaines de personnes se réunissent tous les jours devant le dépôt d'ordures de la ville à la recherche de restes de nourriture. Il y a quelques années encore, un grand nombre d'habitants de Pergamino travaillaient à l'aciérie Somisa située à San Nicolas, une localité proche. A la belle époque, l'usine employait 10 000 ouvriers. Aujourd'hui, cette entreprise s'appelle Siderurgia Argentina et elle ne compte plus que 2 000 employés. Les résultats du modèle gagnant du gouvernement sont clairement perceptibles.

Une autre source au-dessus de tout soupçon, la *Fundacion Mediterranea*, un *think tank* de l'ex-ministre Cavallo, indique que le nombre de pauvres a augmenté de 45 % au cours de la dernière année. Le taux de chômage officiel a déjà dépassé la barre de 20 % dans l'ensemble du pays. Si l'on tient compte du sous-emploi et du secteur informel, presque six millions d'Argentins vivent dans des conditions de paupérisation. Dans la seule région métropolitaine, soit la capitale fédérale et le Grand Buenos Aires, la pauvreté touche 3 millions de personnes, soit 28 % de la population. Dans l'Argentine de Menem, 5 % du total de la population vivent dans plus de 2 500 bidonvilles. Selon la revue *Noticias* (18 mai 1996), 60 % des habitants de ces bidonvilles sont sans emploi fixe ; les autres flottent d'un emploi précaire à un autre. Beaucoup sont contraints de voler pour survivre. C'est dans ces régions exclues de la modernisation capitaliste que se concentrent les taux les plus élevés de violence, de chômage, de toxicomanies, de maladies (y compris le choléra) et de mortalité infantile.

Les policiers n'osent plus pénétrer dans ces quartiers considérés comme « hautement dangereux » par les services de sécurité ; lorsqu'ils y sont obligés, ils y entrent armés jusqu'aux dents, comme pour une guerre. A l'époque de la dictature militaire, l'intendant de la capitale, le brigadier O. Cacciatore, déclarait : « *Les bidonvilles enlaidissent la métropole, nous allons les éradiquer* » Comme cela n'a pas été possible, mais qu'au contraire ils se sont étendus et multipliés, l'actuel gouverneur de la province de Buenos Aires, le péroniste E. Duhalde, s'est fait le promoteur d'une solution plus rapide et plus efficace : « *Nous allons dynamiter Fuerte Apache [un important bidonville de la capitale] pour en extirper la délinquance* ». Car, dans le vocabulaire néo-libéral, les pauvres et les exclus sont avant tout des délinquants. Leur réponse est venue sous la forme de l'énorme succès de la grève générale du 8 octobre dernier.★

Amérique latine, le pourcentage le plus élevé du monde. La « féminisation de la pauvreté » est un autre aspect de la crise. 30 % des foyers sont à la charge d'une femme et sont, dans leur majorité, plongés dans une situation de marginalisation.

Bref, la fameuse « reconversion » économique, qui, selon les prophètes néo-libéraux, devait nous conduire à la « modernisation » tant souhaitée, n'a fait qu'approfondir l'injustice sociale jusqu'à des limites inouïes.

## UN GÉNOCIDE SOCIAL

« *Nous perdons chaque année environ un million d'enfants de moins de 5 ans. Voilà la plus grave catastrophe qui a lieu en Amérique latine. Les principales causes de ces décès sont la dénutrition et les infections. Dans la région, il y a au moins 30 millions d'enfants âgés entre 10 et 14 ans et qui travaillent, dont 15 millions dans les rues* » Ce n'est pas un gauchiste délirant qui tient ces propos, mais le sous-directeur de l'UNICEF. Le taux de mortalité infantile est un des indices de la situation d'extrême pauvreté en Amérique latine. Chaque année, 52 enfants sur mille — soit 641 000 — meurent avant l'âge d'un an ; 69 autres sur mille décéderont avant l'âge de 5 ans. On enregistre les pires indicateurs de mortalité infantile en Haïti, suivi de la Bolivie, du Guatemala et du Brésil. L'espérance de vie — même si les moyennes ont augmenté — ne dépasse pas les 55 ans dans certaines zones rurales de Haïti, de la Bolivie, du Guatemala, du Pérou et de l'Équateur. En même temps, le taux d'analphabétisme atteint 30 % dans des régions agricoles et semi-urbaines de pays tels que le Pérou, la Bolivie, le Guatemala, le Salvador, l'Équateur et le Paraguay. Pour compléter ce panorama catastrophique, il faut se souvenir que l'on a dénombré ces quatre dernières années en Amérique latine 1 061 188 cas de choléra — une maladie typique de la pauvreté — qui a provoqué plus de 10 000 décès. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dénoncé le fait que dans le Pérou de Fujimori (5), où ; les salaires ont chuté à 11 % de leur valeur précédente en trois ans, plus de 7 000 maîtres d'école, gagnant 150 dollars par mois, continuent de travailler quand bien même ils souffrent de tuberculose, une maladie éminemment contagieuse. Les coupes budgétaires effectuées, dans le cadre de la sécurité sociale et de la santé ont plongé ces services publics dans une situation sociale calamiteuse. Un des exemples les plus significatifs de cette dynamique d'exclusion est fourni précisément par le pays qui est présenté comme le paradigme néo-libéral du continent : le Chili. Au début des années 70, l'État chilien consacrait 3,5 % de son budget à la santé. Il n'en alloue plus aujourd'hui que 0,8 % ; ces maigres ressources sont pour l'essentiel destinées au 28 % les plus pauvres de la population, gagnant moins de 150 dollars par mois. Le reste de la population est entre les griffes des sociétés privées.

## DÉPENDANCE OU INEXISTENCE ?

Il y a quelques décennies, la théorie de la dépendance (6) prédominait en Amérique latine. La dépendance était conçue

5) Alberto Fujimori (1938-) : président du Pérou depuis 1990, il a appliqué brutalement les plans d'ajustement structurels du Fonds monétaire international. Au début de 1991, une épidémie de choléra a révélé au grand jour les conséquences sociales désastreuses du « fujichoc ».

6) Théorie de la dépendance : approche qui considère que, dès les grandes découvertes du XVI<sup>e</sup> siècle, le capitalisme s'est constitué en un système mondial qui, au travers d'une chaîne de relations asymétriques entre métropoles et régions dominées, a engendré le sous-développement dans ces dernières et a cristallisé à l'échelle internationale des rapports structurellement inégaux. Ces thèses sont notamment exposées dans l'étude d'André Gunder Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine* (Maspero 1968, 1<sup>re</sup> édition en anglais 1967).



dans ce cadre comme un phénomène structurel : il y avait des pays hégémoniques et des pays dépendants, ou dominés. Certes, on nous exploitait ; mais cela nous permettait de faire un peu partie du système capitaliste. Puis est apparu le concept du « Tiers Monde » pour désigner les pays semi-coloniaux, exploités. Cependant, l'espoir d'une libération nationale demeurait intact, toujours inspiré par la théorie de la dépendance. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à l'époque de la mondialisation capitaliste ; les catégories et leurs contenus changent une nouvelle fois. Certains parlent de « Quart Monde », du « Sud » ou de « Monde B ». En réalité nous devrions parler de centaines de millions d'êtres humains considérés par le système comme inadaptés, de régions entières classées dans la catégorie : « inintégrables ». Des gens avec qui il n'y a aucun butin à partager, parce qu'ils font eux-mêmes partie du butin. José P. Flienmann avait donc peut-être raison lorsqu'il demandait, le 3 février dernier, dans le quotidien argentin *Pagina 12* : « *Que reste-t-il donc de la théorie de la dépendance alors que l'Amérique latine est plus près d'être un continent exclu qu'un continent exploité ? Alors que la globalisation médiatique écrase les identités nationales ? Alors que Henry Kissinger affirme, plaisantant cyniquement à la fin d'un bon repas, que l'Amérique latine peut sombrer dans l'océan sans que cela trouble le moins du monde l'heureux fonctionnement du capitalisme de marché ?* »

Le fiasco économique et social est tel, malgré les scores des indicateurs macro-économiques, qu'il serait nécessaire de développer une « théorie de l'existence » pour affronter et freiner l'ouragan néo-libéral. Car, pour les maîtres du monde, nous n'existons tout simplement plus.



## Les nôtres

### Robert Dustin DULLEA (1901-1996)

Celui que nous appelions Bob est mort le 22 août 1996, après une longue infirmité qui l'avait cloué sur un fauteuil roulant. Le don généreux que ses mandataires viennent d'annoncer à la direction de la Quatrième Internationale témoigne de l'engagement de sa vie.

Il est né le 16 juillet 1901 dans la ville de Malone au nord de l'Etat de New York. Il a rencontré Margaret en 1926 et après leur mariage un an plus tard, ils ont parcouru le continent européen à bicyclette. Col blanc à la bourse de New York, il s'est radicalisé lors de la grande crise et a rejoint le Socialist Party en 1932 à Cleveland, dans l'Ohio. C'est là qu'en 1936 Bob et Margaret ont rejoint l'opposition trotskiste. Ils furent membres fondateurs du Socialist Workers Party et se sont prononcés en faveur de la fondation de la Quatrième Internationale lors du premier congrès du SWP, début 1938. En ce temps, avec Margaret, ils tentèrent d'animer une librairie de la gauche radicale à New York.

En 1953 Bert Cochrane, qui les avait recrutés au trotskisme, a quitté le SWP avec l'intention de lancer un journal mensuel radical. Bob et Margaret furent de ceux, qui quittèrent le SWP en même temps, mais contrairement à Cochrane, ils sont restés sympathisants actifs de la Quatrième Internationale. Aussi longtemps que leur état de santé le permettait, ils assistaient aux réunions publiques des organisations fraternelles de l'Internationale aux Etats-Unis, lisaient attentivement leurs publications et contribuaient à leurs souscriptions.

La voix joyeuse de Bob répondant au téléphone va manquer à ceux d'entre nous qui le connaissaient personnellement. Nous partageons la peine de Margaret, son épouse, camarade et compagne pendant 70 ans. Le drapeau rouge est en berne en l'honneur de Robert D. Dullea.

Dorothy Breitman



#### ABONNEMENT (11 numéros par an)

|                                |                       |                    |
|--------------------------------|-----------------------|--------------------|
| France - DOM-TOM - Europe      | 190 FF pour six mois. | 360 FF pour un an. |
| Afrique du Nord - Moyen-Orient | 200 FF pour six mois. | 380 FF pour un an. |
| Afrique - Amériques - Asie     | 240 FF pour six mois. | 460 FF pour un an. |
| Pli fermé France - Europe      | 250 FF pour six mois. | 500 FF pour un an. |

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

- Abonnement ☐ Réabonnement ☐
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐
- Institutions (600 FF, 1 AN) ☐
- « Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois) ☐
- « Découvrir INPRECOR » \* (75 FF, 3 mois) ☐
- \*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....



# Bonne surprise pour le PT

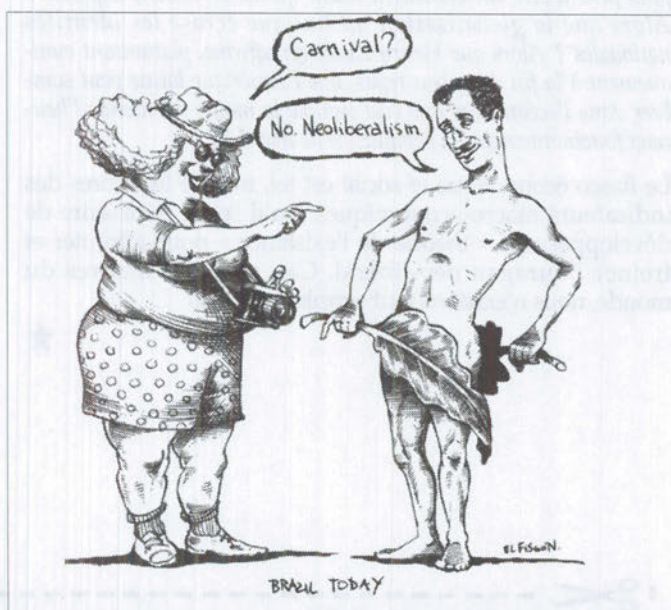
Dans l'entretien publié ci-dessous notre camarade João Machado membre dirigeant de Démocratie socialiste, courant identifié à la Quatrième Internationale au sein du Parti des travailleurs (PT) du Brésil, tire le bilan du premier tour des élections municipales organisées le 3 octobre, marquées par un repli des partis de droite et l'importante victoire du PT à Rio Grande do Sul.

*Entretien avec João Machado*  
Propos recueillis par Sonia Leith

**Inprecor : Peux-tu nous décrire la situation au Brésil deux ans après la défaite du PT aux élections présidentielles et la victoire de Fernando Henrique Cardoso ?**

**João Machado :** Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement a entrepris progressivement et lentement la mise en œuvre de son plan de réforme. D'ores et déjà, la constitution a été amendée dans le sens de l'abrogation du monopole de l'État sur des secteurs comme le pétrole, l'électricité, etc.

Toutefois, le gouvernement n'a toujours pas réussi à modifier le système des retraites et de l'assurance sociale ni à adopter une réforme fiscale. La lenteur dans les réformes s'explique par les contradictions qui traversent le Congrès national (parlement fédéral), quant aux rythmes de l'application de réformes impopulaires. L'inflation continue à être maîtrisée (1 %) ce qui constitue un exploit dans un pays comme le Brésil. Néanmoins, le gouvernement n'arrive toujours pas à réduire le déficit public. Dès le début 1995, et à cause de la crise mexicaine, il a adopté une politique de récession en vue de contrôler la balance des paiements et de réduire son déficit. Cette politique a été abandonnée début 1996 en faveur d'une politique de relance dont l'objectif était



d'apaiser la situation dans la perspective des élections municipales.

Par ailleurs, le chômage a enregistré un sensible accroissement — chiffre officiel 7 % calculé sur la base des demandeurs d'emplois une semaine avant l'enquête — atteignant plus de 15 % — taux avancé par d'autres institutions utilisant des critères plus crédibles. La situation s'est détériorée au niveau social : santé, éducation, etc. Et par conséquent une certaine usure touche aujourd'hui le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Toujours est-il que ce gouvernement bénéficie encore du soutien de la majorité de la population en raison de la baisse de l'inflation.

● **Quel bilan provisoire tires-tu du premier tour des élections municipales qui ont eu lieu le 3 octobre dernier ?**

L'aspect majeur des campagnes électorales a été leur caractère très régional. Les débats ont porté essentiellement sur le bilan des équipes municipales sortantes et très peu sur des questions d'ordre national. L'autre trait important a été la division au sein des partis soutenant le gouvernement qui se sont présen-





## RESIDENTE ABAITI RANA TOBAIRA

Presidente homem mal, falso e traidor

Em Tempo : organe de Démocratie socialiste

tés sur des listes différentes : le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, de Cardoso), le Parti du front libéral (PFL, principal soutien pour l'ex-président Collor), le Parti progressiste brésilien (PPB, traditionnellement le parti le plus à droite), le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, ancien MDB sous la dictature). Cette division a renforcé le caractère non-national de la campagne. La gauche était également divisée : le Parti socialiste brésilien (PSB, dont le principal dirigeant est Miguel Arraes) — qu'on peut considérer avec quelques réserves comme un parti de gauche — qui avait soutenu en 1989 et 1994 la candidature de Lula, a présenté ses propres listes dans plusieurs villes, de même, le Parti démocratique travailliste (PDT, dirigé par Leonel Brizola) qui est un parti populiste, assez peu à gauche, a présenté des candidats différents.

Les résultats de ce premier tour sont assez favorables au PT. Notre parti est redevenu le parti qui bénéficie du plus grand nombre de voix dans les 26 capitales (de tous les États) avec plus de 20 % dans l'ensemble du pays, le deuxième parti étant le PPB (17 %) et le troisième le PSDB. Dans les autres grandes villes, le PT occupe la deuxième place (il a amélioré son score par rapport aux dernières élections). L'importance de ces résultats ne réside pas tant dans le nombre total de voix recueillies au niveau national (la progression y est en fait sensible) mais dans l'étendue géographique du vote pour le PT. En effet, le PT a reculé dans certaines villes où il était déjà fort comme Sao Paulo, Belo Horizonte, Rio, par contre il a enregistré une nette croissance dans d'autres villes du nord-est et du nord du pays où il était plus faible jusqu'à présent. Ces résultats, tout en montrant une progression du PT au niveau national, laissent présager une certaine usure

dans quelques autres villes. Le premier tour confirme que, non seulement, le PT est le principal parti d'opposition au gouvernement fédéral mais également qu'il est en mesure de représenter un véritable pôle opposé au gouvernement.

### ● Comment expliques-tu cette progression nationale compte tenu de la défaite du PT aux dernières élections présidentielles de 1994 ? L'usure du PT dans certaines autres villes est-elle le résultat d'une mauvaise gestion municipale ?

Je crois que la progression s'explique par une certaine croissance naturelle du parti. Le PT a de plus en plus de candidats connus dans l'ensemble du pays, lors de chaque élection on présente sur nos listes des candidats qui ont déjà assumé des responsabilités municipales et donc en mesure de rivaliser avec les autres listes.

Le recul dans certaines villes s'explique d'abord par l'usure. La mauvaise gestion n'en est pas la cause. Les enquêtes indiquent que la gestion du PT ne souffre pas de mauvaise administration. Néanmoins, dans certains endroits la bonne gestion n'est pas perçue comme l'œuvre d'un parti mais plutôt le résultat de l'intervention de personnes honnêtes.

Ce recul enregistré dans certaines villes est dû dans une large mesure aux divisions internes du PT. Dans certaines régions le PT s'est présenté très divisé, pis encore, dans certains cas les candidats aux élections n'ont pas accepté le soutien des équipes ou des maires du PT sortants. Cette attitude, est, par exemple, derrière notre défaite à Diadema (ville ouvrière de la banlieue de Sao Paulo, où le PT avait la mairie depuis 1982).

L'autre raison qui explique cette régression est relative au type de campagnes électorales mené dans certaines villes. Le cas le plus significatif est Sao Paulo. La candidate du PT, Louisa Erundina, qui s'est présentée contre Celso Pitta, un candidat soutenu par le maire sortant, Paulo Maluf, dirigeant traditionnel de la droite brésilienne depuis la dictature militaire, a choisi de ne pas l'attaquer, ni lui ni le gouvernement fédéral. Erundina a mené une campagne personnelle terne basée sur son expérience administrative en tant qu'ex-maire de la ville de Sao Paulo (entre 1989 et 1992). Elle a même tenté d'atténuer le profil oppositionnel du PT en adoptant le slogan « Erundina, le PT qui dit oui !! ». Sous la pression de la direction du PT et de sa base ce slogan a été vite abandonné. Au début de la campagne, les sondages plaçaient Erundina avant son rival, le candidat de Maluf, avec plus de 30 % d'intentions de vote, mais elle est tombée à moins de 20 %. Bien qu'elle soit aujourd'hui candidate au deuxième tour, ses chances de gagner la mairie sont assez faibles, car Pitta a réussi à recueillir presque 50 % de voix au premier tour.

La discussion sur les alliances à la veille des élections a dégagé deux positions au sein du parti, l'une en faveur de l'affirmation de notre identité et l'autre qui opte pour des alliances ouvertes avec d'autres formations politiques. Les résultats ont donné gain de cause à la première position. Dans des villes comme Salvador (principale ville du nord-est) Recife (deuxième ville au nord-est) Belem (Nord), Maceio (capitale d'Alagoas), la direction nationale du PT pensait que la politique d'alliance menée par les directions locales était trop étroite, et pronostiquait de très mauvais scores. Le vote a, bel



et bien, infirmé ce pronostic, mieux encore, dans ces villes le résultat fut largement au-dessus des moyennes nationales. A Belem par exemple le PT a atteint le deuxième tour avec une grande chance de gagner. Par contre dans les villes où on avait choisi de faire alliance avec des secteurs du PMDB ou même du PSDB — considérés par certains comme fréquentables en raison de leur origine centre-gauche — les résultats ont été faibles.

Ces résultats renforcent les positions de ceux qui disent que le PT devrait avoir une ligne claire.

● **Le PT vient de conquérir, par l'intermédiaire de notre camarade Raul Pont, un troisième mandat consécutif à la mairie de Porto Alegre, la capitale du Rio Grande do Sul (au sud du Brésil)...**

Oui, l'aspect peut-être le plus intéressant de ces élections, est le résultat de Rio Grande do Sul dans la mesure où il s'agit de l'État le plus politisé du pays. Le PT a une forte présence à Rio Grande do Sul, où il détient la mairie de la capitale depuis 1988. En 1994, lors des élections du gouvernement de l'État, le PT a réalisé un bon score. Il s'agit également de l'État, où en 1994 Lula a gagné aux élections présidentielles. L'intérêt de ce résultat réside dans le fait que Rio Grande do Sul est un des États du Brésil où le PT fonctionne comme un parti unifié et où l'existence de divergences et de courants (la gauche est majoritaire) n'affectent pas son intervention. Depuis 1988, l'ensemble des courants du parti ont participé à l'administration municipale avec une politique assez homogène et débattue par tout le monde. A Porto Alegre (plus d'un million et demi d'habitants), le PT a amélioré son score par rapport aux dernières élections, la mairie a été gagnée dès le premier tour avec 52 % des voix. Ce résultat s'explique par son enracinement qualitativement supérieur à d'autres endroits. Le mot clé de l'administration à Porto Alegre est le budget participatif qui permet à la population, par le biais des assemblées de quartiers et des conseils de représentants élus, de choisir ses priorités en matière d'investissement. La pratique du budget participatif, expérience menée depuis 1989, s'est développé au fur et à mesure à Porto Alegre et bénéficie aujourd'hui d'un soutien majoritaire de la population. Ainsi, la victoire électorale à Porto Alegre bien qu'elle ait porté un membre de Démocratie socialiste à la tête de la mairie est vécue comme une victoire de tout le parti. Le PT a réalisé un net progrès dans l'ensemble de l'État. Dans la deuxième ville de Rio Grande do Sul, Caxias do Sul (ville industrielle d'environ 500 000 habitants), le PT est en ballottage très favorable avec 49 % des voix au premier tour pour un camarade de DS.

Caxias, est la seule ville de tout le Brésil où la campagne électorale a porté essentiellement sur des thèmes d'ordre national. Le candidat rival du PT était l'ancien chef de la fraction parlementaire du gouvernement. Il a choisi de faire sa campagne sur les bienfaits du plan Real, etc. La campagne de notre camarade était centrée sur les effets sociaux du plan Real : chômage et organisations des conditions de vie et sur le début de désindustrialisation induit par ce plan dans une ville comme Caxias.

● **Est-ce que le budget participatif est appliqué**

**dans d'autres États ? La victoire du PT à Rio Grande do Sul portée par une affirmation de l'identité du parti et une gestion démocratique de la mairie peut-elle avoir des conséquences positives sur les débats au sein du parti et consolider les positions de sa gauche ?**

Le budget participatif est appliqué par d'autres mairies du PT, toutefois, à Porto Alegre, cette expérience est très développée et revêt un caractère plus massif.

Par ailleurs, je pense que la victoire de Rio Grande do Sul aura des conséquences positives. Rio Grande do Sul, montre l'intérêt de l'unité du parti basée sur un fonctionnement démocratique et non pas sur la popularité de quelques personnes et confirme la justesse d'un profil gauche, dans la mesure où il s'agit de la victoire de la gauche majoritaire dans cet État. Il en va de même pour se prononcer sur l'ampleur des effets de cette victoire. Mais Rio Grande do Sul sera une référence de poids dans les discussions sur le bilan des élections après le deuxième tour qui sera organisé le 15 novembre.

● **Où en est le mouvement des travailleurs sans terre aujourd'hui, après les massacres du mois de février ?**

En dépit de la répression, le mouvement des travailleurs sans terre continue à être très actif, à occuper des terres et à faire pression sur le gouvernement pour l'obliger à négocier. Il continue également à bénéficier du soutien de la majorité de la population. Dans certaines régions, la mobilisation des travailleurs sans terre a eu des effets positifs sur les résultats des élections. En effet, une des raisons qui expliquent l'excellent résultat du PT à Belem, dans l'État de Para au Nord du pays, est la démoralisation et l'affaiblissement des positions des gouverneurs du PSDB suite aux massacres des travailleurs sans terre dans cette ville. Le PT qui soutenait cette lutte a cueilli le fruit de son engagement auprès des travailleurs sans terre.

● **Quel a été l'effet des deux grèves générales en Argentine sur le mouvement ouvrier au Brésil ?**

Au Brésil, le mouvement syndical demeure dans une situation défensive. Il y a eu une grève générale également au Brésil au mois d'août mais sans grand succès. Ce qui est important, c'est que l'ensemble des centrales syndicales au Brésil y compris la centrale la plus à droite (Força sindical) ont soutenu la grève en Argentine et ont commencé à participer à la construction d'un réseau international contre le néolibéralisme. Cela pourrait donner des perspectives intéressantes.





## Kurdistan-Irak

# La guerre fratricide

L'intervention de l'armée de Saddam Hussein dans le Kurdistan irakien, le 31 août dernier, a placé sous les feux de l'actualité la guerre fratricide en cours entre les forces kurdes, et plus généralement la situation de l'opposition irakienne. Nous avons interrogé à ce sujet Raïd Fahmi, représentant du Parti communiste irakien en France et membre de sa direction à l'étranger. L'interview a été réalisée en septembre par Salah Jaber, avec la collaboration de Moustafa Salam. Depuis lors, les combats ont repris au Kurdistan irakien, dans l'indifférence relative due au fait que le régime de Bagdad n'était pas directement impliqué cette fois-ci.

### *Entretien avec Raïd Fahmi*

*(Représentant du Parti communiste irakien en France)*

*Propos recueillis par Salah Jaber et Moustafa Salam*

**Inprecor :** *Bien que l'incursion des forces de Saddam Hussein dans le Kurdistan irakien, à la fin du mois d'août dernier, ait fait la une des médias, l'événement est resté assez énigmatique. Peux-tu nous décrire ce qui s'est passé ?*

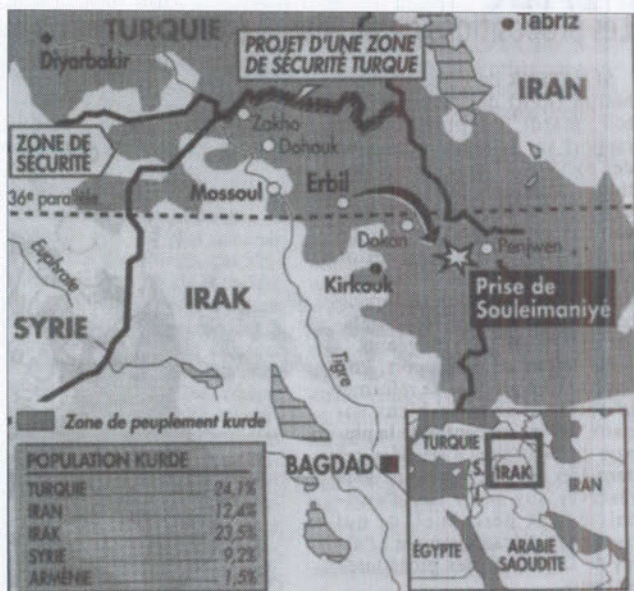
**Raïd Fahmi :** L'intervention du régime irakien n'était pas un événement isolé ou surprenant, compte tenu de tout ce qui l'avait précédé quelques semaines auparavant. Le facteur le plus grave, qui peut expliquer le tournant survenu dans la situation, a été la reprise de la guerre fratricide entre Kurdes à partir de 1994, entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Après une période d'accalmie, cette guerre a repris de plus belle au cours des mois de juillet et août derniers. Elle a été exploitée par les forces iraniennes qui sont intervenues fin juillet pour attaquer les bases du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) et de quelques autres forces de l'opposition au régime de Téhéran. La Turquie a également menacé d'intervenir. En août, le conflit a pris une tournure nouvelle avec les succès de l'UPK au détriment des forces de Massoud Barzani.

En tant que Parti communiste, nous avons mis en garde nos

partenaires kurdes, dès le début, contre le fait que la situation ainsi créée ouvrait une brèche béante, propice à toutes les interventions, celle du régime irakien comme celles des autres forces régionales. Toutes ces forces agissaient déjà régulièrement au Kurdistan, au moyen de leurs agents locaux. La région était malheureusement la proie d'actions de sabotage sous diverses formes : voitures piégées, attentats, assassinats, etc. Un climat de méfiance généralisée et de luttes intestines régnait au Kurdistan. Certes, il y avait une sorte de « ligne rouge » qui était le refus de recourir au pouvoir irakien, celui-ci étant perçu par l'ensemble du peuple kurde comme son ennemi principal et le premier responsable de sa souffrance en raison des nombreux crimes qu'il a commis. Pour notre part, nous savions que certaines fractions kurdes avaient des rapports avec le pouvoir. On justifiait ces rapports par des considérations pratiques, des raisons commerciales et administratives indéniables. Toutefois, le cours des événements a montré qu'il s'agissait de plus que de contacts routiniers.

Le 31 août, les forces de Massoud Barzani ont bénéficié de l'appui logistique et de la couverture militaire que leur a procurés Saddam Hussein, pour avancer en direction de la ville d'Erbil par deux axes, sud et nord. La position de notre parti fut de résister aux forces irakiennes sans combattre celles de Massoud Barzani. C'est notre position générale au Kurdistan.





Les forces de Saddam Hussein ont avancé après un bombardement méthodique ayant visé entre autres les positions de l'opposition irakienne. Les locaux de notre parti faisaient partie des objectifs directement visés. Comme les autres organisations politiques, nous avons perdu des militants au cours de notre résistance à l'invasion irakienne.

L'intervention de Bagdad visait, dès le début, les locaux des organisations de l'opposition : perquisitions, vols, destruction. Les deux premiers jours de l'occupation, les agents de la sécurité irakienne ont procédé, sur la base de listes préétablies, à des arrestations d'opposants. Puis la pression internationale a obligé le régime de Saddam à se retirer d'Erbil, mais il a néanmoins maintenu la présence de ses forces de sécurité sous diverses formes. Le siège du parlement kurde à Erbil a été transformé en siège des services de renseignements irakiens et des sections du parti Baas au pouvoir à Bagdad ont été réétablies dans la ville avec des membres recrutés localement. Le siège de notre parti à Erbil a été investi par la Garde républicaine irakienne. Mais dès les troisième et quatrième jours, l'armée de Bagdad s'est retirée de la ville tout en se maintenant au nord du 36<sup>ème</sup> parallèle, c'est-à-dire qu'elle n'a pas regagné ses positions antérieures. Une partie des agents des services de sécurité et de renseignements du pouvoir irakien restés sur place, portait uniforme kurde. Progressivement, les appareils de répression officiels du régime ont cédé entièrement la place à un appareil local en uniforme kurde. Un des objectifs des forces irakiennes était de pourchasser tous les Arabes turkmènes résidant au Kurdistan, du fait que le pouvoir irakien considère que tout Arabe habitant au Kurdistan est un opposant. Les Turkmènes ont été durement persécutés.

Dans d'autres régions du Kurdistan en dehors d'Erbil, dans les jours qui ont suivi l'invasion, les baassistes locaux qui avaient quitté ces territoires lors du soulèvement kurde de 1991 (soulèvement consécutif à la guerre qui opposa les troupes irakiennes à la coalition dirigée par les États-Unis et dont le résultat fut qu'à partir d'avril 1991, le Kurdistan fut déclaré zone autonome avec Erbil pour capitale, NDLR) y sont revenus pour reconstituer leurs organisations. L'armée irakienne n'a pas pris part directement aux combats ultérieurs entre le PDK et l'UPK pour la ville de Souleimaniyé (la plus grande agglomération du Kurdistan, environ 800 000

habitants, NDLR), mais elle a fourni un soutien logistique aux troupes de Barzani. Les combats pour la ville de Dokla furent très violents, car le dirigeant du PDK voulait atteindre le barrage et la centrale électrique de Dokan, la panne de cette dernière laissant Erbil sans eau ni électricité. L'UPK a combattu à Dokla de façon acharnée, mais elle a abandonné sans combat, par la suite, les villes de Koysandjak (à 65 kilomètres au sud-est d'Erbil, NDLR) et de Souleimaniyé en s'en retirant complètement. Son retrait de Souleimaniyé a été une surprise, y compris pour le PDK.

Notre parti s'est retiré d'Erbil, mais à Souleimaniyé, quand Jalal Talabani et l'UPK ont décidé de se replier suivis par les autres partis, nous avons choisi de rester dans nos bases. Le retrait de l'UPK, qui assurait auparavant la gestion de la ville de Souleimaniyé, a créé une situation chaotique et un dérèglement au niveau de l'appareil administratif, de l'hôpital, etc. Ce désordre a ouvert la voie au pillage et au vandalisme, au point que nous avons dû faire intervenir nos peshmergas (terme kurde désignant les combattants, NDLR) pour protéger l'hôpital et d'autres bâtiments, ainsi que le barrage de Dokan. Deux ou trois jours après le retrait de l'UPK de Souleimaniyé, Barzani y a déployé ses troupes et a pris progressivement le contrôle de la ville.

Le retrait de Talabani a engendré un mouvement d'exode massif en direction de la frontière iranienne : 50 mille personnes environ, selon nos estimations. Cela s'explique par le fait que les habitants crurent que c'étaient les troupes irakiennes qui avançaient vers la ville, et non celles du PDK. Quand il fut clair que c'étaient bien les forces de Barzani, une partie des habitants en fuite a rebroussé chemin. Ceux qui avaient déjà traversé la frontière iranienne ont été empêchés de rentrer chez eux. La radio de l'UPK a contribué à semer la panique en annonçant des bains de sang. Elle a cherché à terroriser la population. Par la suite, Massoud Barzani a essayé de rassurer ceux qui avaient fui, il a décrété une amnistie et a commencé à établir des contacts avec les autres partis.

La plupart des partis se sont retirés du Kurdistan irakien, à l'exception de notre parti et de l'Union des islamistes. Ce dernier est différent du parti Daawa pro-iranien : c'est un parti kurde local qui a collaboré avec Barzani à l'organisation du retour des habitants à Souleimaniyé, mais pas aux opérations militaires.

Massoud Barzani tente actuellement de réanimer les institutions de ce qu'on appelle le « gouvernement kurde ». Il semble qu'il souhaiterait former un gouvernement intégrant d'autres forces politiques que le PDK. Il va sûrement prendre contact avec notre parti, ainsi qu'avec les islamistes. Son objectif est également de rétablir un parlement intégrant des députés assimilés à l'UPK. Pour notre part, nous n'étions pas représentés dans l'ancien parlement où l'UPK et le PDK s'étaient répartis les sièges à égalité, avec quelques autres membres cooptés. J'ai appris que Jalal Talabani ne reconnaît ni ce nouveau parlement, ni la représentativité des membres de l'UPK restés dans les territoires sous contrôle de Barzani. Telle est la situation aujourd'hui, les opérations militaires ont cessé, et on tente de rétablir l'ordre. Jalal Talabani prépare, de son côté, une contre-offensive. Le statut d'Erbil reste singulier, en ce que toute l'infrastructure de l'opposition y a été détruite.

● **Officiellement, les forces irakiennes se sont reti-**



**rées de la ville d'Erbil, mais qu'en est-il en réalité ?  
Saddam Hussein garde-t-il le contrôle de la ville ?**

Oui, pratiquement on peut affirmer que la présence la plus forte du pouvoir de Saddam est à Erbil. C'est-à-dire que ses services de renseignements sont établis à Erbil, tandis que dans les autres régions, ils sont en train de rétablir leur réseaux consécutivement à la levée du « blocus interne ». Comme vous le saviez certainement, le Kurdistan était soumis à un « blocus interne » par décision du pouvoir. Aujourd'hui, ce blocus a été levé, ce qui va certainement faciliter les conditions de vie des populations en permettant la circulation des produits alimentaires, de l'essence, etc. Il s'agit d'une décision dont l'objectif est de répondre au mécontentement populaire en assurant les besoins économiques, mais également de permettre à Saddam de réintroduire ses forces et de rétablir ses organisations satellites.

**● La presse internationale a fait état du grand mécontentement de la population kurde. Il semblerait qu'une partie de celle-ci soit même prête à accepter la présence du pouvoir de Saddam pourvu qu'il soit mis fin à la guerre fratricide entre Kurdes...**

Oui, il est possible que de tels propos aient été tenus, de la même façon que les gens en Irak disent qu'ils seraient prêts à accepter une invasion israélienne pourvu qu'elle les débarrasse de Saddam. La population kurde ne supporte plus une situation qui paralyse sa région. Les combats fratricides sanglants ont entraîné une véritable partition du Kurdistan : le déplacement d'une zone à une autre est devenu une gageure, les milices font la loi, la vie économique est paralysée, la majeure partie de la jeunesse s'est trouvée obligée de rejoindre l'une ou l'autre des organisations militaires pour pouvoir subsister. Les milices se sont hypertrophiées parce qu'elles se sont transformées en gagne-pain. Cette situation ne correspond guère aux attentes du peuple kurde, d'autant moins que les combats meurtriers entre fractions kurdes n'ont rien à voir avec la cause nationale. Ils opposent deux formations politiques se battant chacune pour ses intérêts particuliers.

**● Tu confirmes donc que les combats entre fractions kurdes ne correspondent pas à un véritable clivage politique...**

Non, ces combats tournent autour de la répartition des zones d'influence. Il n'y a pas confrontation entre deux projets politiques distincts. C'est pourquoi, dans notre parti, nous avons toujours considéré que ces combats étaient destructeurs et nous avons cherché à les faire cesser en tentant de former des organes de médiation. Malheureusement, nous n'avons pas été écoutés. Les deux fractions ont l'illusion de pouvoir trancher la situation militairement, ce qui témoigne de leur myopie. Le peuple kurde, quant à lui, ne s'est pas acharné aux côtés de l'une ou l'autre fraction, ni à Erbil ni à Souleimaniyé. En 1991, quand les forces de Saddam Hussein ont envahi le Kurdistan, il y a eu un énorme exode de la population — entre un et deux millions de personnes. Les forces de l'UPK qui se sont retirées de Souleimaniyé, avant la prise de cette dernière ville par le PDK, s'attendaient probablement à un exode comparable à celui

de 1991. Il n'en a rien été. Ceci dit, il ne faut pas croire que les Kurdes qui disent souhaiter le retour du régime de Saddam le disent sérieusement. Ils savent pertinemment que le dictateur est à l'origine de leur malheur. La population kurde est cependant excédée par le nombre grandissant des victimes de la guerre fratricide, elle est épuisée et ceci crée une brèche politique qui peut être exploitée.

**● Des interrogations ont été émises au sujet de l'attitude américaine. D'une part, il est difficile d'admettre que les Américains aient été réellement surpris par la demande d'aide adressée par le PDK de Barzani au régime de Saddam, d'autant plus qu'ils maintiennent une forte présence dans la région. D'autre part, la réaction américaine à l'intervention des troupes irakiennes au Kurdistan a consisté à bombarder des positions au sud de l'Irak, et non au Kurdistan même. Y aurait-il duplicité ou hypocrisie dans la position américaine, ou peut-on croire à la bonne foi de Clinton ?**

Si on part des faits, il est clair que les États-Unis ne regardaient pas d'un bon œil les combats entre Kurdes. Ils ont d'ailleurs tenté à maintes reprises d'offrir leur médiation et d'organiser des rencontres entre les deux formations kurdes, la dernière tentative dans ce sens avant l'intervention irakienne ayant eu lieu à Londres. Nous pensons que les USA étaient contre ces combats, mais que s'ils n'ont pas cherché sérieusement une issue politique à cette situation, c'est pour une raison simple : une normalisation de la situation au Kurdistan permettrait à ce qu'on appelle « l'expérience kurde » d'innover. Ceci poserait une série de problèmes à Washington quant à l'attitude à adopter vis-à-vis des droits politiques et économiques des Kurdes, etc., autant de questions auxquelles ni l'Occident ni les États-Unis ne souhaitent avoir à répondre.

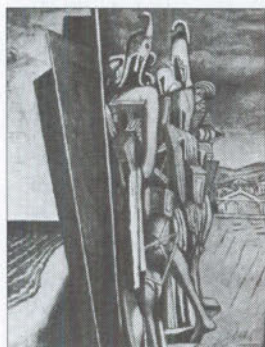
Il semble que, durant toute cette période, les Américains n'ont jamais songé à doter le Kurdistan d'une entité politique autonome — même la possibilité d'une solution fédérale n'a pas figuré parmi leurs priorités. C'est par un concours de circonstances (guerre du Golfe, exode kurde massif) que les Américains ont été amenés à intervenir dans le Nord de l'Irak en 1991. Il semble qu'ils aient voulu maintenir le Kurdistan irakien dans un statut inférieur à une indépendance réelle qui affecterait les autres États de la région qui se partagent le reste du Kurdistan. Mais l'évolution de la situation et le déclenchement des combats entre partis kurdes ont provoqué le mécontentement des États voisins — essentiellement la Turquie, chaînon central de la stratégie américaine dans la région, et l'Iran qui pouvait cependant tout aussi bien tirer profit de la nouvelle situation, sans parler du régime de Bagdad. Cela a obligé les États-Unis à reconsidérer leur position.

En examinant la position américaine durant la dernière période, force est de constater que les préparatifs de l'intervention des troupes de Saddam, commencés plusieurs semaines avant le 31 août, se sont déroulés sous le nez des forces américaines : l'aviation américaine survole continuellement la région et les États-Unis disposent également de plusieurs agents et de représentants officiels sur place. C'est pourquoi prétendre qu'ils aient été surpris par l'invasion irakienne ne tient pas debout. Par ailleurs, si on examine la



position américaine face aux événements ultérieurs, on constatera que la condamnation américaine ne portait pas principalement sur l'incursion ou la présence des forces irakiennes au Kurdistan. En outre, les reproches adressés par Washington à Barzani sont restés bien modérés.

Si l'on ajoute à cela le fait que la réaction américaine a visé le Sud de l'Irak, on peut en déduire que les États-Unis n'étaient pas fermement opposés à l'intervention irakienne et que la présence de tentacules du pouvoir central irakien au Kurdistan n'était plus un tabou pour eux. Ainsi, même quand le gouvernement américain a demandé le retrait des forces de Saddam, il n'a pas exigé qu'elles retournent à leurs positions d'avant le 31 août. Clinton a d'ailleurs déclaré que l'objectif des tirs de représailles contre l'Irak était de « réduire sa capacité à menacer ses voisins (Arabie saoudite et Koweït), et les intérêts des États-Unis », sans aucune allusion à l'intérêt national du Kurdistan.



Pour les États-Unis, le Kurdistan est une « affaire humanitaire » qui toute-fois les embarrasse politiquement. Tous ces éléments me poussent à croire que les États-Unis s'orientent vers un désengagement du Kurdistan. Qui va les remplacer ? Mijote-t-on un accord quelconque ? Assistons-nous à la première étape d'un règlement déjà décidé ? Il est difficile de répondre. Ce qu'on peut affirmer, par contre, c'est que les différentes

parties trouvent leur compte dans la nouvelle situation, y compris l'Iran qui n'a pas réagi de façon provocatrice à l'incursion irakienne. On peut d'ailleurs se demander si le retrait précipité des forces de Jalal Talabani ne s'explique pas par l'absence d'un soutien iranien effectif. C'est pourquoi il est probable qu'il y a une tentative de réaménagement de la situation qui est en cours, même s'il ne s'agit probablement pas d'un plan achevé. La réorganisation du Kurdistan est en cours de façon évidente, peut-être même avec la participation du gouvernement de Bagdad. La seule question qui reste en suspens concerne la formule qui sera adoptée : s'agira-t-il de « l'autonomie » telle qu'elle existait auparavant et qui était en pratique vide de contenu, avec Barzani comme représentant de cette option, ou d'une nouvelle formule en cours d'élaboration ?

Je pense pour ma part que les derniers développements de la situation portent essentiellement sur cette question. Massoud Barzani est disposé à négocier avec les autorités irakiennes, mais ne souhaite pas le faire sans appui international. Ce qui explique la reprise des contacts avec les États-Unis à sa demande, dans le but de faire revenir les organisations humanitaires et de ne pas supprimer la zone de sécurité, etc. Si Barzani veut négocier avec le pouvoir central, il doit avoir des garanties.

Une autre question se pose : est-ce que Barzani va décider seul de s'asseoir à la table des négociations ? Quelle sera la position de Talabani ? Va-t-il contre-attaquer ? Ou va-t-il lui-même subir le poids de la pression internationale et accepter de négocier ? Il y a de fortes éventualités pour un règlement au Kurdistan avec le pouvoir central à Bagdad, de manière à préserver les intérêts de la Turquie. L'Iran serait impliqué tacitement, mais non ouvertement, car ce pays conserve son

rôle d'épouvantail.

Ce qui est certain, c'est que le Kurdistan a connu un tournant majeur. De grandes questions se posent : le Kurdistan restera-t-il, comme c'était le cas auparavant, un espace de liberté pour l'opposition irakienne ? Quelle sera la position de Barzani dorénavant ? A-t-il rejoint l'autre camp ? Les jours qui viennent vont certainement apporter des réponses à ces questions. Mais ce qui est certain, c'est que le Kurdistan n'est plus une région sûre pour l'opposition irakienne. Pour notre part, nous y sommes toujours présents à proximité d'un pouvoir central capable d'y intervenir à tout moment et qui y reconstruit ses appareils. Ces données devraient être sérieusement prises en compte par toutes les forces politiques présentes au Kurdistan.

● ***Il a également été dit que les derniers événements ont offert une occasion en or à Saddam Hussein pour la consolidation de son pouvoir, dans la mesure où il semblerait qu'il y avait des remous au sein même de l'appareil d'État et que le régime se trouvait dans une situation difficile. Qu'en pensez-vous ?***

Je pense que ces analyses correspondent à la réalité. Ces derniers temps, en effet, le fossé entre le pouvoir et le peuple s'est creusé davantage, et le mécontentement a gagné les membres des appareils politiques et autres du pouvoir. Cela est dû à la détérioration des conditions de vie et à l'état d'insécurité. Les prémisses d'un début de conflit au sein même de l'appareil central de l'État, voire de la famille au pouvoir, sont apparus. L'épisode Hussein Kamel (gendre de Saddam, réfugié en Jordanie, puis revenu en Irak où il fut assassiné, NDLR) en est la démonstration éclatante : cet épisode ne s'est pas achevé avec l'assassinat de Kamel. Depuis lors, plusieurs informations circulent concernant des conflits à l'intérieur de l'armée, la poursuite des règlements de compte, etc., à tel point que deux des frères de Saddam sont aujourd'hui assignés à résidence surveillée et qu'il y aurait des conflits entre Saddam et son propre fils, Oudaï.

Les derniers événements au Kurdistan ont offert au dictateur l'occasion de rassembler ses forces et faire taire les conflits internes. Cela est loin d'une solution radicale à la crise, car ses causes sont toujours présentes. Mais il est incontestable que le pouvoir a pu mobiliser ses forces et remonter le moral de ses troupes. Mais qu'en sera-t-il dans les prochains mois ? Comment le gel de la résolution 986 de l'ONU (la résolution qui permet à l'Irak d'exporter du pétrole contre de la nourriture, NDLR) va-t-il se traduire pour l'ensemble du peuple ?

Économiquement, l'impact direct du gel de la résolution 986 est d'aggraver la situation. Cette décision constitue un grand coup pour l'écrasante majorité du peuple irakien qui avait placé tant d'espoir dans une levée partielle de l'embargo. Par ailleurs, le pouvoir irakien a enregistré quelques progrès en créant des brèches dans l'isolement dont il était l'objet aussi bien au niveau arabe qu'au niveau international. Cela va-t-il se traduire à terme par la levée de l'embargo ? Cela va-t-il aider le pouvoir à reconquérir ses positions sur la scène internationale ? Va-t-on s'accommoder du maintien de Saddam Hussein au pouvoir ? Pour toute ces questions, on commence à avoir quelques éléments de réponse. Il est évident, tout d'abord, que les Américains n'ont jamais songé à la des-



titution de Saddam, que ce soit en 1991 ou plus tard. Par ailleurs, une analyse sommaire de toutes les mesures prises par les États-Unis montre qu'ils n'ont jamais visé le pouvoir irakien en tant que tel et sa force répressive intérieure, mais uniquement son potentiel régional et la menace éventuelle qu'il pourrait représenter pour les alliés de Washington dans la région.

Les derniers événements prouvent que le « facteur extérieur » sur lequel certains pariaient a perdu de son importance. En revanche, le facteur intérieur sur lequel nous avons toujours insisté devient décisif. Malheureusement, il y a toujours un problème à ce dernier niveau. L'opposition irakienne est divisée et le peuple irakien est épuisé, d'autant plus que le blocus affaiblit ses possibilités de riposte. Cependant, le peuple irakien possède encore un fort potentiel de lutte et se trouve engagé dans des formes diverses de résistance.

Néanmoins, force est de constater que Saddam a marqué des points politiques sur les plans interne et externe, à court terme. En revanche, sur les moyen et long termes, les causes de la crise et de la détérioration de la situation étant toujours présentes, le fossé qui sépare la majorité du peuple du pouvoir ne peut que se creuser davantage.

La situation au Kurdistan reste une inconnue dans la mesure où on ne peut pas encore prédire si le nouveau contexte va constituer un facteur de force pour le pouvoir ou au contraire ouvrir une nouvelle période d'instabilité. La question kurde, qui était jusqu'à présent isolée du reste du pays du fait de la zone d'exclusion, va-t-elle de nouveau s'insérer dans la lutte nationale et démocratique en Irak ? Nous le saurons dans les prochains mois.

### ● *Quelle est votre position sur l'embargo imposé à l'Irak ?*

Dès le début, notre parti a exigé parmi ses revendications centrales la levée de l'embargo. Nous estimons tout simplement que cet embargo est une punition infligée au peuple irakien, et non au pouvoir. Nous étions, bien sûr, d'avis qu'il fallait tirer profit des possibilités offertes par les résolutions de l'ONU dans le sens de l'allègement de la souffrance du peuple, mais non pas comme substitut à la levée de l'embargo (les résolutions 706, 712 et enfin la résolution 986).

Nous estimons que le régime a commis un nouveau crime en refusant la résolution 986 il y a un an et demi, ce qui a augmenté la souffrance du peuple. Notre parti est en faveur de l'acceptation et de l'application de cette résolution. Certes, elle ne permet ni la réanimation de l'économie, ni la reconstruction du pays. Le maximum qu'elle puisse offrir, c'est l'allègement de la souffrance humaine. Nous appelons également à d'autres mesures : levée du gel sur les avoirs irakiens à l'étranger, arrêt des prélèvements imposés sur les revenus des exportations irakiennes, etc.

Nous étions au début l'une des rares forces politiques de l'opposition irakienne fermement opposées à l'embargo. Cela nous a causé même quelques problèmes avec d'autres forces de l'opposition qui considéraient que la levée de l'embargo profiterait au pouvoir et serait contraire aux intérêts de l'opposition. C'est peut-être vrai, mais on ne saurait

affaiblir Saddam Hussein en faisant mourir de faim le peuple irakien.

### ● *Que reste-t-il de l'opposition irakienne aujourd'hui ?*

Sans nul doute, les événements du Kurdistan constituent un coup dur pour elle. L'opposition irakienne est formée de quatre grands courants : kurde, islamiste, nationaliste arabe et communiste démocratique. Les derniers événements soulèvent quelques problèmes concernant le courant kurde : va-t-il connaître une scission durable ? Est-ce qu'une partie de ce courant va abandonner l'opposition ? Pour notre part, ces questions ne sont pas encore tranchées. Par ailleurs, les événements ont fait reculer les efforts entrepris naguère pour l'unification de la lutte. Ils ont aussi réduit les terrains d'action jadis disponibles. Mais il est possible que ces événements permettent une certaine clarification au sein de l'opposition.

Le nouveau contexte créé par la guerre de 1991 a permis à certaines parties de se joindre à l'opposition à partir d'une légitimité qui trouve son origine dans les relations internationales, et non pas dans la présence réelle sur le terrain. Peut-être que le rôle des différentes forces sera ramené dorénavant à leur poids réel.

Face à cette nouvelle crise, de nouvelles tâches apparaissent quant à l'activité de l'opposition à l'intérieur du pays. Force est de constater que le cours des événements a confirmé la centralité du facteur intérieur pour la destitution de Saddam Hussein, infirmant par là-même les spéculations qui considéraient que le facteur extérieur, les États-Unis en l'occurrence, étaient le facteur central. Ce qui vient de se passer confirme clairement que les États-Unis ne sont pas concernés par la destitution du régime de Saddam. Cette leçon pourrait permettre de nouvelles convergences entre forces de l'opposition sur la base d'une plate-forme nationale plus claire et plus solide, ainsi qu'une meilleure appréciation de l'ingérence extérieure dans les affaires de l'opposition irakienne. Pour notre part, nous considérons que l'internationalisation de la question irakienne impose une coordination avec les forces régionales, c'est la géographie qui dicte cela. Néanmoins, l'opposition doit avoir un programme national et des priorités de lutte qui déterminent sa démarche vis-à-vis de n'importe quelle force dans l'objectif de renverser la dictature.

Malheureusement, dans certains cas, l'opposition a mis sa lutte au service d'une force régionale ou d'un projet international. Espérons que les derniers événements vont permettre une remise en cause de cette démarche.

### ● *Quelles sont les forces influentes aujourd'hui à l'intérieur de l'Irak, en dehors du Kurdistan ?*

Il y a des formes d'opposition non organisée, certaines informations parlent de militaires qui préparent des complots, etc. Cela n'est guère étonnant dans le cadre du pourrissement du pouvoir.

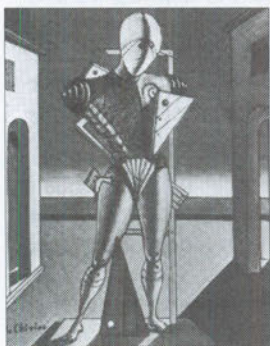
Quant à l'opposition organisée, les forces les plus visibles sont le courant islamiste et le courant communiste. D'autres petits groupes existent, indépendants de tous les principaux partis : des groupes de jeunes agissent aujourd'hui par la dis-



## ★ KURDISTAN-IRAK

tribution de tracts ou l'inscription de slogans sur les murs, etc. Mais en général, la force de l'opposition au Centre et au Sud du pays reste en-dessous du niveau qu'exige la confrontation avec l'appareil de l'État.

L'opposition est encore faible et subit continuellement la répression. Chaque fois qu'une organisation locale est construite, elle s'expose à la répression. Malheureusement la faiblesse générale du pouvoir n'affecte pas son appareil répressif en raison de sa longue expérience accumulée et parce que les financements consacrés à cette activité n'ont pas été affectés par les mesures d'austérité. Incontestablement, l'embargo et la crise économique rendent plus difficile l'organisation des masses préoccupées par leur survie.



● **Dans le cas d'un effondrement du régime, et au-delà des élections libres et de la démocratie, quel est votre programme en termes de pouvoir, de gouvernement ? Quelle serait votre relation avec le courant islamiste ? Etes-vous disposés à tenter une expérience gouvernementale commune avec lui ?**

Nous avons un programme d'action à court terme qui comprend entre autres la promotion des libertés démocratiques et l'établissement d'un gouvernement provisoire intégrant tous les courants, y compris le courant islamiste. Ce gouvernement aura pour tâche principale la préparation d'élections générales libres. Notre parti n'a aucun veto sur n'importe quelle force politique. Nous rejetons de même et catégoriquement toute ingérence dans nos affaires.

Concernant notre point de vue à plus long terme, il existe plusieurs problématiques nécessitant un approfondissement de la réflexion. Nous ne nous sommes pas rentrés dans les détails pour le moment, nous contentant de dessiner les grandes lignes. Nous considérons le socialisme comme une option et nous ne pensons pas qu'elle soit à l'ordre du jour dans la situation actuelle de l'Irak. Il est indispensable de réorganiser l'économie, mais nous sommes contre la domination du secteur privé. Nous sommes pour le maintien dans le secteur public des ressources économiques fondamentales, telles que le pétrole.

La question démocratique est aujourd'hui au cœur même de notre projet. Nous ne sommes plus disposés à sacrifier la démocratie pour sauvegarder un acquis social jugé progressiste. La vie nous a appris une leçon importante : tous les acquis sociaux restent fragiles tant qu'ils ne reposent pas sur une mobilisation populaire. C'est pourquoi nous considérons qu'il ne faut pas sous-estimer la centralité de la démocratie. C'est à travers la démocratie qu'on peut réaliser et sauvegarder les acquis sociaux.

L'effondrement du régime est-il susceptible de conduire à la guerre civile en Irak ? Certaines analyses avancent une telle perspective. Nous pensons que c'est exagéré, même si nous n'écarterons pas totalement cette éventualité. Car après 30 ans de terrorisme d'État, sans commune mesure avec ce qui se passe ailleurs, les rancœurs et les rancunes se sont accumulées et peuvent s'exprimer d'une façon anarchique et aboutir

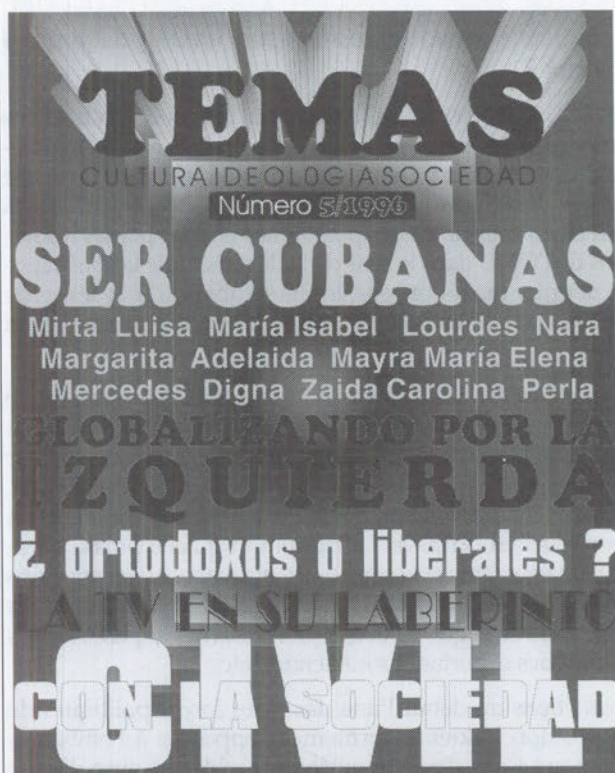
à des excès. Toutefois, nous ne pensons pas qu'une telle situation conduirait nécessairement à une guerre civile (Sunrites contre Chiites, Arabes contre Kurdes, etc.). Non, je pense qu'il existe un socle commun unifiant le peuple irakien. Éviter le déferlement de la violence dépend, dans une certaine mesure, de la capacité des forces politiques à désamorcer préalablement les mines et à conclure des accords.

Malheureusement, jusqu'à maintenant les forces de l'opposition irakienne n'ont pas encore réussi à réaliser cet objectif. Qui plus est, la faiblesse de ces forces ne peut qu'accentuer les risques liés à la spontanéité en cas de chute du régime. C'est pourquoi nous devons redoubler nos efforts.



**Temas, n°5**

**Revue marxiste indépendante  
publiée à Cuba. En vente à la  
librairie La Brèche.**





# Livres du mois

**Renan Vega, « Fin de la historia » o desorden mundial ? Crítica a la ideología del progreso y reivindicación del socialismo, Bogotá, Ediciones Anthropos, 1994, 422 pages.**

Ce livre d'un jeune universitaire colombien est un exemple frappant de la vitalité du marxisme latino-américain. Puisant aux sources de la pensée critique universelle — Marx et Gramsci, Walter Benjamin et Lucas, Chomsky et Ernest Mandel — et proche de l'école marxiste anglaise (EP Thompson, Eric Hobsbawm, Perry Anderson), il n'est pas moins profondément enraciné dans la culture et l'histoire de l'Amérique latine, et dans l'œuvre de ses penseurs et écrivains, de José Carlos Mariátegui à José Arguedas, et de l'indigénisme à la théologie de la libération. Ambitieux et polémique, il se propose d'examiner à la lumière du marxisme — tout en l'enrichissant des apports du socialisme utopique, de l'anarchisme, de l'écologie et des cultures indigènes — quelques uns des principaux problèmes du monde actuel, en confrontation avec le néolibéralisme, la nouvelle droite et l'idéologie de la « fin de l'histoire ».

Il ne s'agit pas d'un ouvrage systématique : sept chapitres se succèdent dans un joyeux désordre, selon un plan passablement arbitraire : l'histoire du socialisme en Colombie, la crise du « socialisme historique », la redécouverte du socialisme indien, la troisième révolution industrielle, l'idolâtrie du marché, la crise des sciences sociales, et l'actualité du matérialisme historique marxien. N'importe : l'absence d'ordre dans la présentation n'empêche pas la rigoureuse cohérence de la pensée. Un thème traverse comme un fil rouge l'ensemble et distingue clairement sa démarche de la vulgate dite marxiste : la critique de l'idéologie du progrès, du temps linéaire qui « marche » toujours en avant, du culte de la croissance des forces productives et de la célébration a-critique de la maîtrise technologique de l'univers.

C'est à partir de cette perspective qu'il met en lumière les limitations du « socialisme historique » de type soviétique, dont la tentative d'émuler le capitalisme a conduit à copier ses formes de travail et à une planification bureaucratique beaucoup plus préoccupée du « développement des forces productives » que du changement des rapports sociaux.

Mais son principal adversaire c'est bien le système capitaliste mondial, dont la nouvelle religion, l'idolâtrie du marché — illustrée par les œuvres de Hayek ou Milton Friedman (et de leurs disciples latino-américains comme Vargas Llosa) — a réussi ce qu'aucune religion du passé n'avait obtenu : la domination pleine et indiscutable sur toute la planète.

Face aux dégâts du capitalisme à l'échelle mondiale et en Amérique latine en particulier — aggravation des inégalités, destruction de l'équilibre écologique, dissolution des liens de solidarité entre les individus — Renan Vega propose comme alternative un socialisme à la fois marxiste et utopique, libertaire et « indigène » — c'est-à-dire inspiré par la cosmologie écologique des communautés indiennes, par leur « économie morale », fondée sur la valeur d'usage, et par leurs traditions collectivistes destructeur, du consumisme irrationnel et de la logique d'accumulation infinie du modèle capitaliste occidental de « progrès ».

Par la force et l'originalité de ses propositions et analyses, par sa façon de combiner l'ouverture intellectuelle la plus large avec la fermeté politique la plus rigoureuse, cet ouvrage est une contribution au renouveau de la réflexion socialiste.

Michael Löwy

**Denis Berger et Henri Maler, Une certaine idée du communisme, Répliques à François Furet, Editions du Félin, 125 f.**

Au moment même où le livre de François Furet, *Le passé d'une illusion — essai sur l'idée communiste au XX<sup>ème</sup> siècle*, ressort en livre de poche, le livre de Denis Berger et Henri Maler, constitue, bien plus qu'un pamphlet de circonstance, un minutieux démontage de la boîte à malices avec laquelle Furet exerce de manière fort curieuse son « métier d'historien ».

Consacré à « la sagesse » historienne, le dernier chapitre (IV) de Berger et Maler, pose à l'historien Furet une question de méthode fondamentale : « L'interprétation du passé est toujours plus ou moins solidaire d'une anticipation de l'avenir : c'est le passé compris qui vient éclairer l'avenir escompté, et l'avenir espéré qui conditionne le savoir du passé. Toute lecture interprétative de l'histoire est solidaire d'une lecture stratégique. » (p155). Or, sous prétexte de s'en tenir à l'inventaire classique, « des idées, des volontés et des circonstances », Furet se livre, du point de vue toujours provisoire des vainqueurs, à une apologétique des jeux « déjà faits », autrement dit du fait accompli. D'où cette irrépressible tentation de la « fin de l'histoire », en vertu de laquelle nous serions « condamnés à vivre dans le monde où nous vivons ». L'historien devient alors un simple « notaire du fait accompli » (189), pourvu d'une lucidité rétrospective, maître d'une « histoire sans risques et sans restes », dont les coups de dés s'organisent en destin par la magie du rétroviseur.

Il n'y a plus, en histoire d'autre histoire possible, de possibilités réelles mais contrariées. « Stratège des batailles dont il connaît l'issue », l'historien selon Furet substitue la chronologie à la stratégie, « l'ordre des événements » à « l'incertitude de leur agencement ». Les hommes sont ainsi conviés à entrer dans l'histoire en abandonnant toute espérance sur le seuil : « A ce point convergent le rêve, la sagesse et le désespoir de l'historien. Son rêve : immobiliser l'histoire. Sa sagesse : s'immobiliser au milieu de l'histoire ou en fin de partie. Son désespoir : savoir que l'histoire se moque de son rêve et de sa sagesse. Car telle est la malédiction de l'historien : l'histoire ne s'arrête pas au jugement que l'on porte sur elle » (p192).

Au terme de la lecture guidée à laquelle nous convient Denis Berger et Henri Maler, il ne reste pas grand chose de l'imposante construction de Furet, de sa thèse comme de sa méthode, si ce n'est précisément « une certaine idée du communisme », la sienne et seulement la sienne. Chemin faisant, ils nous ont en revanche ouvert un programme de recherche historique autrement fécond, sur la démocratie en révolution, sur la logique de la violence et de la terreur, sur les formes politiques du possible révolutionnaire.

Daniel Bensaïd



# Nicaragua

## Amère désillusion

Les résultats définitifs des élections nicaraguayennes ne sont pas encore connus, et la victoire annoncée du candidat de droite Aleman, crédité de 49 % des voix, est contestée par le FSLN, dans l'espoir, si ce score était ramené au-dessous de 45 %, de disputer alors un second tour décisif au mois de décembre. Daniel Ortega accuse pourtant 11 points de retard sur Aleman, et la polarisation dont témoignent ces résultats, avec 13 % des voix réparties entre les 21 autres candidats, rend hautement improbable, si ce deuxième tour avait lieu, un renversement de situation.

*Par Pierre Sylvain*

**DANIEL ORTEGA N'AVAIT** pas ménagé les déclarations conciliantes, les ouvertures en direction de la bourgeoisie, les bonnes manières à l'attention des États-Unis, au point que la grande presse s'est plu à relever ce qu'elle présente comme une conversion spectaculaire à « l'économie de marché », le renoncement à tout projet révolutionnaire. Il ne s'agit malheureusement pas seulement d'un discours de circonstance, mais de l'évolution constante de la direction sandiniste au cours des six années écoulées depuis qu'ils ont dû quitter le pouvoir, après les élections de 1990.

A l'époque, les sandinistes avaient perdu la tête haute : l'épuisante guerre d'usure des *contras*, armée de toutes pièces par les États-Unis, avait ruiné l'économie, causé de lourdes souffrances et eu raison de la capacité de résistance du peuple nicaraguayen. Un an plus tard, lors du 1<sup>er</sup> congrès du Front sandiniste, les militants s'étaient remis en ordre de bataille, décidés à défendre pied à pied les conquêtes de la révolution, comme en témoignaient les nombreuses grèves contre le gouvernement de Violeta Chamorro. Décidés aussi à réclamer des comptes à la direction, à propos de la fameuse *piñata*, qui mettait au jour corruption et enrichissement personnel de dirigeants sandinistes au plus haut niveau.

En vain. Au nom des intérêts supérieurs du parti, Daniel Ortega a couvert ces agissements, censés fournir au FSLN des moyens financiers qui lui faisaient défaut. S'est ainsi consolidée ce que ses adversaires décrivent comme une caste privilégiée, des hommes d'affaires sandinistes plus préoccupés de voir jugulée l'inflation que d'aider les travailleurs à se battre pour leurs salaires et leurs droits. Si cette *piñata* a porté un tort considérable au Front sandiniste, elle n'est

pourtant pas l'élément décisif de l'évolution de la direction du FSLN.

Au premier comme au second congrès du Front, tenu en mai 1994, Daniel Ortega s'est appuyé sur la base combative pour asseoir son autorité et neutraliser ses adversaires, avant tout le courant dirigé par Sergio Ramirez — qui devait rompre quelques mois plus tard pour former le Mouvement de rénovation sandiniste et connaître un cinglant revers électoral avec à peine quelques pourcent des

voix lors du récent scrutin. Alors président du groupe parlementaire sandiniste au parlement, Sergio Ramirez appelait à une clarification de la politique du FSLN, écartelée entre un soutien actif au gouvernement Chamorro face à ses opposants de droite d'une part, et son engagement résolu dans les luttes contre la politique néolibérale de ce même gouvernement d'autre part.

L'évolution de la situation internationale a fait le reste. Effondrement de l'Union soviétique, dégradation brutale du rapport de forces en Amérique centrale : le FMLN au Salvador est conduit à déposer les armes et à négocier des accords de paix dans des circonstances contraires qui précipiteront son éclatement, l'aile dirigée par Villalobos rompant radicalement avec son passé révolutionnaire. Au Guatemala, la situation n'est

guère plus favorable. Et ce n'est pas l'extraordinaire lueur d'espoir jaillie des confins de la *selva lacandona* au Chiapas qui peut suffire à inverser cette tendance, et à contrer par sa seule magie la déferlante néo-libérale.

Aleman peut multiplier aujourd'hui les déclarations conciliantes, appeler à l'unité nationale la plus large, sandinistes compris, pour « redresser le pays », il lui est difficile de s'émanciper du camp qui le soutient et à qui il doit sa victoire, à commencer par la puissante bourgeoisie d'affaire de Miami où se retrouvent anciens somozistes et anticastro-tristes virulents. C'est pour écarter cette droite là que la direction sandiniste a multiplié les concessions au gouvernement de Violeta Chamorro, et cherché dans ces élections à se concilier autant de faveurs, Daniel Ortega allant jusqu'à choisir comme colistier un ancien dirigeant du COSEP, la puissante organisation patronale nicaraguayenne.

**LA DÉFAITE N'EN** est que plus amère. Le FSLN, malgré les errements de sa politique, a manifestement recueilli les suffrages de tous ceux qui comprennent bien qu'ils n'ont pas d'autre instrument de lutte pour se défendre contre l'aggravation de la politique d'austérité qu'annonce la victoire d'Arnoldo Aleman. Mais il y a peu d'espoir que cette volonté conduise à un changement de politique et de direction dans un parti où Daniel Ortega a su neutraliser et réduire les oppositions. Il est pourtant urgent de tirer les leçons de cette défaite et de revenir aux sources du sandinisme, un mouvement profondément révolutionnaire.

